

08 _ 2024

ÉTUDE

France 2040

Explorer les scénarios possibles

_Dylan Buffinton



Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS

La Fondation Jean-Jaurès remercie
The Salmon Consulting
pour son amicale collaboration.

**THE
SALMON
CONSULTING**

Dylan Buffinton est prospectiviste et consultant en stratégie. Il accompagne depuis plus de dix ans les entreprises dans leurs problématiques de stratégie *business* et d'innovation. Il est directeur et membre du comité de direction de The Salmon Consulting depuis 2021. The Salmon Consulting est un cabinet de conseil qui accompagne ses clients dans la compréhension de la société de demain, notamment *via* sa méthodologie propriétaire *La Prospective appliquée*©.

Introduction

Pourquoi la prospective ?

Sortir du temps court

Imaginer le monde dans vingt ans, exercice de style pour certains, voire déplacé pour d'autres. Pourquoi penser un monde insaisissable quand notre quotidien semble déjà assez complexe et que nos problèmes actuels nous donnent déjà beaucoup de travail pour les résoudre ? L'enjeu de l'exercice de prospective est justement de sortir de la complexité et des brouillards de la pensée du monde actuel, de dépasser ses injonctions et « l'écume de la vague », où chaque actualité chasse la précédente. Cela permet de se concentrer sur les mégatendances, sur ce que le monde a en germe aujourd'hui et sur ce que nous sommes en train de construire – parfois sans même nous en apercevoir. Gaston Berger, philosophe et figure clé de la discipline prospectiviste, écrivait : « Demain ne prolonge pas hier, demain ne répète pas hier, demain épanouit ce qui est virtuellement présent aujourd'hui¹. » L'exercice de prospective consiste donc à comprendre les points de rupture qu'il faudra anticiper et à préparer les points d'étape que nous sommes peut-être en train d'ignorer. C'est uniquement en prenant ce recul et ce niveau haut d'observation que nous pouvons agir dès aujourd'hui.

Penser à 2040

Lorsque l'on observe les débats politiques, économiques ou sociétaux actuels, il est intéressant de constater à quel point ils définissent des logiques de temps long que nous avons souvent tendance à oublier. La question de la temporalité à aborder dans une

étude prospective est alors essentielle. Un champ d'étude trop court mènerait à un simple exercice de recensement de tendances et des mouvements présents, sans dégager de perspectives inspirantes. À l'inverse, de nombreuses études qui se projettent à 2070 ou 2100 tracent des courbes dans le temps long, en ne s'appuyant que sur des données stables et pleinement extrapolables (réchauffement climatique, évolution démographique...), pour mener à des scénarios qui relèvent quasiment de la fiction. Il a donc semblé pertinent de se projeter à quinze ans, pour prendre la hauteur que l'exercice requiert, tout en restant ancré dans le réel de notre époque, et explorer des scénarios possibles qui ouvriraient la voie à une vraie prise de décision. Nous fêterons bientôt l'anniversaire des vingt ans de la première vidéo publiée sur la plateforme YouTube. Si l'exercice de prospective sur l'avenir des plateformes et du divertissement avait été fait au début du xx^e siècle, nous aurions pu être plus proactifs sur l'encadrement du développement des GAFAs, au lieu d'adopter une posture réactive et défensive face à eux.

Dessiner un futur désirable, qui redonnera l'envie d'agir

Identifier et mettre des mots sur l'avenir qui pourrait se dresser devant nous est un formidable moyen de choisir si cet avenir est celui que nous souhaitons collectivement. Un des principes clés de la prospective est de proposer un avenir possible pour y faire réagir. L'histoire humaine, pleine de bascules et de ruptures, a montré que nous n'étions pas enfermés dans le cours des choses, qu'une lutte pouvait parvenir à altérer. Il revient ensuite au collectif de faire évoluer ce récit afin qu'il corresponde à ses aspirations

1. Gaston Berger, *Phénoménologie du temps et prospective*, Paris, Presses universitaires de France, 1964.

profondes. Outil démocratique, le récit prospectif aide ses lecteurs à construire collectivement un futur désirable pour tous et pas seulement pour un petit nombre de « sachants ».

L'objectif de cette étude n'est pas d'apporter des solutions économiques et politiques, mais d'ouvrir le champ des possibles et d'inspirer les leaders d'opinion, comme chacun de nous, sur la manière de faire face aux défis à venir. Loin d'être une démarche déconnectée, comme cela lui est reproché par ses détracteurs, la prospective est éminemment ancrée dans le réel, car elle vise à inspirer les moyens d'action que chacun peut mettre en place dès aujourd'hui.

Dans un livre de 2017¹ qui propose de repenser le rôle de l'engagement et du politique dans les décennies à venir, le penseur anglais George Monbiot expliquait que le changement n'arrive que lorsque les gens adoptent un nouveau narratif sur le monde. Lorsque la vision adéquate est adoptée, partagée et incarnée, elle devient inéluctable. Il finit son propos ainsi : « Ceux qui racontent les narratifs gouvernent le monde. » L'exercice de prospective, qui cherche à réunir les individus autour d'un narratif futur partagé et désirable, est donc pour ses participants et lecteurs un formidable moyen, si ce n'est de gouverner, tout au moins d'influer sur le cours des choses et sur le monde.

Approche et partis pris de cette étude

Amplifier des signaux faibles et des scénarios non visibles

Lorsqu'on évoque la méthodologie prospective, la première question qui émerge est la suivante : comment percevoir ce que la France pourrait être en 2040 ? La démarche consiste avant tout en une identification des signaux qui existent déjà aujourd'hui et qui paraissent pertinents pour dresser un scénario futur. Ces signaux, parfois encore très faibles ou anecdotiques à

première vue, permettent de repérer des marqueurs importants, des « anomalies » dans le déroulé classique des événements. Dans ce rapport, ils proviennent de l'ensemble des recherches réalisées par les prospectivistes de The Salmon Consulting à partir d'entretiens d'experts, de capteurs locaux dans différents domaines et pays, de rapports officiels, d'études de comportement et autres études quantitatives et qualitatives et d'un travail d'ethnologie permanent au sein de la société. Il s'agit ensuite de croiser ces signaux faibles à des mégatendances déjà existantes et souvent connues de tous (digitalisation des usages, vieillissement de la population...) afin de tester leur pertinence et de voir comment ils pourraient orienter ces mégatendances. Le travail du prospectiviste est ensuite d'amplifier les scénarios qui émergent de ces analyses, souvent autour d'une question simple, mais radicale : « Et si ? » Et si cette tendance devenait un axe structurant de la société ?

Cette étude a été pensée pour identifier les ruptures et saillances qui pourraient émerger demain plutôt que de mettre en avant les continuités. Cela ne signifie pas que toutes les ruptures ou éléments marquants de cette étude surviendront à coup sûr, et encore moins en même temps. L'intérêt est d'identifier et mettre en relief ce qui pourrait arriver. C'est pour cette raison qu'il nous paraît pertinent de livrer une version marquée, parfois clivante, des prévisions sur le futur.

Le scénario-planning, un anti-prophétisme

L'erreur la plus dangereuse pour une étude prospective serait de se positionner comme une prophétie, énonçant une vision unique d'un monde futur, qui n'aurait pas d'autres possibilités. Là où les tendances et perspectives apparaissent déjà avec une certaine netteté à qui sait les observer, l'impact qu'elles auront sur le monde de 2040 reste encore à définir et sera l'objet d'intenses débats et tractations. En ce sens, la prospective vise à identifier plusieurs scénarios prospectifs pour donner à voir différentes voies futures. C'est ce qui s'appelle le « scénario-planning », soit

1. George Monbiot, *Out of the wreckage. A New Politics for an Age of Crisis*, Londres, Verso, 2017.

l'identification d'un ensemble de futurs qui pourraient naître. Cette démarche est reprise dans cette étude, où chacune des thématiques explorées donnera naissance à deux scénarios prospectifs opposés, imaginant différentes concrétisations de ces observations. Ces scénarios, nommés par la première et la dernière lettre de l'alphabet grec, alpha et oméga, soulignent le fait qu'une multitude de scénarios existent entre les deux. Le scénario « alpha » propose un futur optimiste, où la problématique aura été traitée à temps et de manière positive. Le scénario « oméga » quant à lui propose une piste pessimiste, où nous n'aurons pas réussi collectivement à trouver une solution pérenne aux enjeux qu'ouvre la thématique.

Hierarchiser les thématiques et isoler ce qui sera systémique

Comment décrire une société française protéiforme et systémique en 2040, où s'enchevêtrèrent causes et conséquences ? Nous avons fait le choix ici d'isoler

neuf thématiques fortes et de les décrire de manière la plus « chimiquement pure » possible pour la France en 2040, afin d'en extraire les enjeux spécifiques : adaptation climatique, besoins fondamentaux, pouvoir d'achat et inégalités, technologie, vivre-ensemble, travail, santé, bien vieillir, éducation. De nombreuses autres thématiques existent, de l'Europe à la culture, en passant par la géopolitique, et seront peut-être traitées à l'avenir. Ces thématiques auront également une forte incidence les unes sur les autres, et il paraît presque dommage de les isoler. Cependant, il a fallu rendre cette étude accessible, et la structurer, ce qui explique pourquoi nous avons dû faire des choix et adopter des partis pris, dans le cadre d'une démarche qui n'a encore jamais été menée à la Fondation Jean-Jaurès.

L'ensemble de cette approche a été conceptualisée au sein de la méthodologie de Prospective appliquée©, marque déposée par The Salmon Consulting. Ce rapport est en partie le fruit du travail du cabinet pendant ces dernières années.

Climat : une nouvelle ère d'adaptation permanente



Les perspectives

Un monde « post-digue », qui mêlera adaptation et atténuation

En 2040, nous aurons quitté l'ère de « l'anticipation » climatique. Les débats sur les chiffres des hausses de température attendues appartiendront à un passé heureux, révolu. Désormais, nous aurons dépassé les perspectives de réchauffement de 2 °C¹ et nous nous rapprocherons dangereusement d'une hausse de 3 °C ou 4 °C d'ici à la fin du siècle. Pour se projeter dans le climat des décennies à venir, il suffit d'imaginer que le lieu observé soit à plus de 800 kilomètres au sud de sa position actuelle². Dès lors, Paris aurait un climat provençal et Marseille pourrait avoir un climat quasi saharien. Ce glissement de température aura un impact net sur l'économie locale, avec la disparition de certaines activités, comme l'agriculture dans certaines régions françaises³.

Au-delà des périodes de sécheresse et des épisodes caniculaires plus réguliers, ce réchauffement entraînera également un désordre climatique encore difficile à concevoir aujourd'hui. Outre la pollution et l'impact sur la santé des individus (voir chapitre 2), les événements météorologiques violents feront désormais partie de notre quotidien et auront des effets incontournables et généralisés sur nos modes de vie. De manière très concrète, il s'agira, par exemple, selon les régions, d'inondations, d'érosions côtières et de submersions marines, avec possiblement un quart de la population française touchée⁴,

de phénomènes météorologiques et naturels violents (tempêtes, avalanches, épisodes de canicule et de sécheresse, feux de forêts)⁵, de mouvements de terrain (retrait-gonflement des argiles qui toucherait la moitié des maisons individuelles françaises⁶, glissements de terrain, coulées de boue, etc.). Ces désordres seront démultipliés par le fait que nous aurons également dépassé le seuil de non-retour concernant la majorité des neuf limites planétaires⁷. Le dépassement de ces limites, qui assuraient une vie pérenne sur Terre, créera des situations qu'il sera désormais impossible de réellement « réparer ». De plus, chacun de ces dépassements empirera la situation des autres, nous faisant entrer dans un véritable cercle vicieux inextricable. Dans un tel contexte, nous verrons quotidiennement les conséquences directes de ce désordre sur la santé des individus, ainsi que notre vulnérabilité humaine individuelle et collective mise en évidence de manière plus fréquente et plus intense.

Face à cette véritable bascule géo-climatique, nous assisterons par exemple à des migrations importantes au sein du territoire français. Par exemple, les territoires les plus vulnérables au climat extrême, jusqu'alors souvent les plus attractifs (littoraux, rives), se dépeupleront au profit de zones plus tempérées. D'abord saisonnière, cette migration de confort deviendra progressivement définitive et concernera en premier lieu les populations les plus fragiles (familles avec enfants en bas âge et personnes âgées).

Ce nouveau contexte nous forcera à évoluer, à repenser nos priorités nationales et individuelles et à transformer nos infrastructures dans une logique

1. Un réchauffement de deux degrés à l'horizon 2030 est pratiquement inévitable en France, voir *Acter l'urgence, engager les moyens. Rapport annuel 2023*, Haut Conseil pour le climat, juin 2023.
2. En 2022, les villes du sud-ouest de l'Europe ont connu des températures comparables à celles des villes situées, en moyenne, à 425 kilomètres plus au sud, voir *Climate Comparer*, « À quel point les températures de 2022 étaient-elles extrêmes dans votre ville ? », Callendar.climint.com, 2022.
3. En France, le secteur agricole pourrait perdre 40 000 emplois d'ici à 2030 ; voir *Les métiers en 2030*, Dares et France Stratégie, 26 juillet 2023.
4. En France, 18,5 millions d'habitants sont exposés aux risques d'inondation par submersion marine et/ou débordement de cours d'eau, voir « Chiffres clés des risques naturels », ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, 2023.
5. 50% des forêts métropolitaines française seront soumises aux risques d'incendie dès 2050, contre un tiers actuellement, voir *Mission interministérielle changement climatique et extension des zones sensibles aux feux de forêts*, 2023.
6. En 2022, sur les 20,3 millions de maisons individuelles en France, 11,1 millions (soit 54%) sont construites dans des zones d'exposition forte ou moyenne au risque de retrait-gonflement des argiles, voir *Climat : vers une aggravation des risques naturels ?*, Vie publique, 2023.
7. Les neuf limites planétaires sont : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore, le changement d'usage des sols, le cycle de l'eau douce, l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère, l'acidification des océans, l'appauvrissement de la couche d'ozone et l'augmentation de la présence d'aérosols dans l'atmosphère. En septembre 2023, seules les trois dernières limites n'avaient pas été franchies, voir *Planetary Boundaries*, Stockholm Resilience Centre, 2023.

d'adaptation permanente. Il s'agira de fournir à chacun une manière d'être résilient dans le cadre de cette nouvelle réalité et de protéger les individus et les biens en amont de crises (stratégie de la digue), ou de les accompagner dans la gestion des conséquences de ces événements (stratégie post-digue).

En parallèle d'un souci d'adaptation permanente qui demeurera essentiellement local, l'enjeu clé des pouvoirs publics sera de mettre en place une stratégie d'atténuation du pire, chaque palier de dépassement des limites planétaires ayant un impact plus fort que le précédent. Pour éviter des conséquences encore plus néfastes, dont les boucles de rétroaction ne s'arrêteront pas seules, la dynamique d'atténuation ne pourra être portée qu'au niveau global. La difficulté sera dès lors d'aligner l'ensemble des puissances publiques mondiales (elles-mêmes mues par des priorités diverses) sur cette nécessité, forçant l'ensemble des parties prenantes à agir de manière collective et orchestrée, ce qui n'a jamais été réalisé dans l'histoire humaine.

La révolution nécessaire de l'habitat

Un domaine dans lequel ces conséquences seront visibles, et qui sera au cœur des réflexions des politiques publiques, est le bâtiment, notamment l'habitat. L'adaptation de l'habitat commence à être abordée aujourd'hui, de manière lente et en silos, sans que soient réellement mis en œuvre les moyens nécessaires à une approche combinant fiscalité, accès à la ressource et formation de l'ensemble des parties prenantes. Face à cet important besoin, il sera nécessaire de « désiloter » la stratégie de rénovation dans la prochaine décennie, notamment en ouvrant le champ au-delà de la seule question actuelle de l'isolation. Les vagues de rénovation et de travaux qui s'annoncent dans la décennie qui vient, en raison des changements législatifs, devraient intégrer dès maintenant ce besoin d'adaptation. Combien de maisons individuelles situées en zone submersible ont aujourd'hui une trappe pour accéder au toit en cas d'urgence ? Combien de bâtiments équipés en stores électriques disposent d'une option manuelle en cas de coupure de courant ? Combien de maisons ont des fondations souterraines adaptées au gonflement des sols argileux ? Les besoins sont nombreux et entraî-

nent une nécessaire révolution dans la manière de penser le logement et la rénovation, afin d'éviter que cette adaptation ne devienne un facteur de nouvelles inégalités économiques et sociales, et de précarité.

Au-delà de la rénovation, il s'agira de mettre en place une politique orchestrée autour des zones où l'habitat deviendra quasi impossible. D'ici à 2040, cela pourrait concerner des pans entiers du territoire qui ne pourront être assurés, du fait de leur exposition majeure aux aléas climatiques. Cela pourrait entraîner aussi une remise en cause du modèle français d'une collectivisation des risques partout dans le pays. Ces territoires deviendront des lieux de tension, où les résidents ne souhaitant pas quitter des biens qu'ils ont occupés toute leur vie, mais qui n'ont plus aucune valeur, se heurteraient à la question de l'assurabilité de certaines zones. Les autorités pourraient prendre le pas sur les assurances privées pour indemniser les préjudices, voire préempter les zones les plus à risque.

La question du logement privé sera particulièrement importante, pour des lieux qui seront perçus par beaucoup comme de véritables îlots de protection face aux agressions climatiques venues de l'extérieur. Dans un contexte où l'extérieur sera une source de danger climatique et de danger social (voir chapitre 3), le rôle protecteur du logement sera un élément clé. Seulement certaines personnes auront les moyens d'investir tôt dans des changements structurels et des solutions technologiques pour adapter leur habitat. Si cette transition n'a pas été réalisée de manière juste, d'autres, plus précaires, devront se tourner vers des espaces collectifs (centres commerciaux, écoles) comme dernier recours pour se protéger des aléas, vagues de chaleurs et inondations. Pour ces populations, ces lieux collectifs deviendront vitaux et il sera demandé aux pouvoirs publics et aux entreprises de les transformer afin qu'ils assurent à chacun une sécurité en cas de crise.

Une prise de conscience généralisée qui aggravera le clivage naissant entre les partisans du « mieux » et ceux du « moins »

Hier, le débat opposait les convaincus du changement climatique et les climatosceptiques. Aujourd'hui, ce débat se déplace vers la question du rythme de transition et de transformation de nos

sociétés, entre les partisans de l'urgence et ceux d'une transition graduelle plus douce. Demain, lorsque « l'adaptation » deviendra le mot d'ordre de notre quotidien, le débat politique et sociétal aura radicalisé une polarisation nouvelle, entre partisans du faire mieux et ceux du faire moins.

Les partisans du « mieux » placeront leur espoir dans l'innovation, la science et la technologie pour améliorer nos pratiques actuelles afin de réduire notre empreinte sur la planète. Visant une transformation minimale de notre mode de vie, ils chercheront à placer les moyens humains et financiers dans la recherche fondamentale et l'innovation, afin que nous développions des solutions efficaces et visant à réparer l'impact de nos pratiques actuelles. Ils chercheront tout d'abord à rendre l'ensemble de notre monde économique plus « vert », à commencer par les concepts, de la « croissance verte » au « capitalisme vert ». En proposant une agriculture hautement technologique – basée sur des fermes urbaines ou sur une production de protéines en laboratoires – et des technologies de capture du carbone, ce pan de population sera caractérisé par une forte croyance dans un progrès humain puissant et salvateur, renouant ainsi avec certaines visions de l'avenir en cours au début du xx^e siècle. Ils seront les fervents défenseurs de la géo-ingénierie, cette capacité technologique à influencer le climat. Encore balbutiante, celle-ci pourrait se développer dans les années à venir, notamment *via* une promotion de la part des dirigeants de la Silicon Valley. Ce pari technico-scientifique repose sur la généralisation de la mesure et du *tracking*, permettant de suivre notre trajectoire et de corriger nos comportements en temps quasi réel. La stratégie du « mieux » pourrait se révéler payante si elle rendait possibles des avancées majeures, à l'image de la fusion nucléaire, permettant d'aborder sereinement la seconde moitié du siècle. Malgré tout, cette nouvelle idéologie testerait notre capacité à tenir nos engagements et projets dans le temps long, alors que les résultats demeurent très incertains (avec le risque de nous plonger dans un véritable opti-

misme technologique). Deux risques fondamentaux pourraient émerger d'une telle approche. Tout d'abord, elle pourrait mener à une absence de réel changement de nos comportements, car nous attendrions une percée technologique plus qu'imprévisible, mettant à mal nos chances de survie sur cette Terre à moyen terme. Elle poserait ensuite la question de la démocratisation de ces technologies, qui pourraient être privatisées par les entreprises les développant, ou réservées à quelques individus ou quelques pays, générant de nouvelles inégalités fondamentales dans la capacité à s'adapter demain.

Face à cette première approche, les partisans du « moins » chercheront à promouvoir une véritable décélération des modes de vie pour réduire collectivement notre empreinte grâce à des pratiques durables, loin de celles d'aujourd'hui¹. Cette nouvelle dynamique serait centrée sur la sobriété, le local, la coopération, la critique de la croissance et de la société de consommation, la baisse de la production et la mise en avant de l'éco-conception et de la circularité dans tous nos modes de vie, le rapprochement avec le vivant... Une telle approche impliquerait un changement radical de notre trajectoire actuelle et questionnerait l'ensemble de nos critères de réussite, de richesse et de développement. Les décisions prises dans cette vision sobre du « moins » viseraient à s'inscrire dans le cadre de la théorie de la *donut economy* de Kate Raworth² : chaque choix devra respecter le plancher social qui assure à chacun les moyens de sa subsistance (voir chapitre 2), tout en ne dépassant pas le plafond environnemental qui mettrait en péril notre vie à long terme. Ce changement s'opérerait avant tout grâce à une approche réellement inclusive et à une capacité à concevoir et partager un imaginaire positif et enviable autour de ce nouveau monde à créer, qui, aujourd'hui, apparaît encore sombre et inquiétant pour le plus grand nombre. Cette voie nous emmènerait elle aussi dans des directions encore inconnues, à commencer par l'incapacité à savoir si l'humanité dans son ensemble serait prête à cette décélération collective, quand on

1. Près de 80 % des Français expliquent qu'ils pourraient être heureux dans un monde plus sobre, voir *Joyful Frugality. Prosumer Report*, Havas Group, 2023.

2. Kate Raworth, *La théorie du donut*, Paris, Plon, 2018.

sait la difficulté qu'a le cerveau humain à vivre un sentiment de perte¹. Cette voie enviable en théorie pourrait aussi se révéler utopique si elle n'est pas pensée et planifiée longtemps en avance et si elle ne prend pas en compte l'accompagnement de l'ensemble des individus vers des pratiques plus vertueuses, sans entraîner un appauvrissement de certains. L'autre difficulté majeure serait la position de cette société du « moins » dans le monde. En effet, un pays ne pourrait pas exister seul avec cette stratégie dans un monde du « mieux », au risque d'être marginalisé et de voir son action sans réel impact sur l'ensemble des limites planétaires.

La réalité de notre société en 2040 sera définie par l'équilibre permanent à trouver entre ces deux visions qui s'opposent. Face aux défis majeurs qui nous attendent et aux difficultés à anticiper et à s'adapter que nous avons démontrés jusqu'à maintenant, nous aurons besoin de créer une complémentarité entre ces deux approches, le tout grâce à un usage nouveau et durable de la technologie (voir chapitre 4), pour réussir à maximiser nos chances de réussite dans ce nouveau monde de contraintes.

Les scénarios futurs

Le futur « alpha » : la nouvelle donne résiliente

En 2040, nous sommes parvenus à dévier de la trajectoire funeste que les cassandres nous prédisaient il y a encore une décennie. Leurs alertes ont été entendues tardivement, mais il était encore temps d'opérer une bascule avant la fin des années 2020. Notre capacité à agir rapidement et fortement, en mobilisant le collectif autour d'une vision partagée et nette du but à atteindre, avec une planification concrète, nous a permis de réussir. Un des changements de paradigme opérés a été la décision courageuse des principaux pays de l'Union européenne de penser collectivement un nouveau calcul de richesse

et de développement destiné à remplacer le PIB, et donc d'en finir avec l'obsession de la croissance économique. Ce nouvel indicateur a influé sur nos choix économiques, qui ont alors été financés par une mutualisation de la dette et une collectivisation des efforts entre les pays. Par exemple, les ménages ont été invités à participer au rachat de la dette de leur pays, afin de favoriser des investissements collectifs plutôt que des investissements financiers individuels. L'union sans faille de la première zone économique mondiale a permis d'entrer dans cette nouvelle ère, bravant les résistances et les critiques et embarquant les individus et les entreprises dans cette nouvelle dynamique. La réussite de ce mouvement est venue de la capacité pour les États à montrer que cette transition serait juste et désirable pour tous, en repensant les outils démocratiques pour donner envie aux citoyens de participer à la définition de ce nouveau monde et à la marche collective qui y mène. Chacun a rejoint une dynamique qui a permis d'inscrire les efforts dans un collectif engagé, de dessiner une feuille de route à long terme et de dépasser l'instrumentalisation ou la polarisation du débat.

Très vite, d'autres puissances en Amérique du Sud, en Asie et en Afrique ont rejoint ce nouveau mouvement, conscientes qu'elles seraient les premières impactées par l'inaction, mais incapables d'avancer seules dans cette voie. En conséquence, on observe dans tous ces pays la mise en place d'une véritable démarche de progrès vers la sobriété, soutenue par des fonds publics visant à accompagner les populations dans cette transition. L'objectif de réduction de notre empreinte collective sur l'environnement se double d'un accompagnement proactif pour la résilience et l'adaptation des populations, avec en premier lieu un soutien apporté aux personnes déplacées car susceptibles d'être touchées par les bouleversements climatiques à venir dans les vingt prochaines années. Un organisme parapublic a été mis en place et s'occupe désormais de l'ensemble des besoins et questions liées à l'adaptation climatique. C'est devenu d'ailleurs un des principaux postes de dépenses de l'État, comme le démontre l'évolution du nom du chef du gouvernement français : « Premier ministre,

1. Le biais cognitif d'aversion à la perte est bien connu des théoriciens des sciences comportementales et rend très difficiles les comportements qui donnent à l'individu l'impression de renoncer à ce dont il a bénéficié autrefois.

responsable de l'adaptation française ». Mais au-delà de l'étiquette politique, c'est désormais le rôle de chacun de bâtir cette résilience et notre adaptation collective, dans un double mouvement de recentrage local et d'entraide supranationale.

L'innovation et la technologie n'ont pas été oubliées dans cette nouvelle « altermodernité », bien au contraire : elles ont été remises à leur juste place d'outils et de moyens plus que de finalité au service de cette transition et de la bonne cohabitation entre humain, nature et planète. Un cadre commun intégrant l'ensemble des externalités positives et négatives des entreprises, calculé sur la base de mesures extrêmement précises, a été instauré en Europe, permettant de juger de l'engagement et de la contribution sociétale de chaque entreprise. Les abus sont punis sévèrement et les plus mal notés perdent leur légitimité sociétale et donc des parts de marché, ce dernier point ayant été particulièrement incitatif pour le monde économique. Le niveau attendu n'est pas atteint et exigera encore du travail, les calculs visent un équilibre au cours de la seconde moitié du siècle, mais le travail est lancé de manière ambitieuse et vise à regrouper autour d'un projet commun – et c'est peut-être cela le plus important.

Le futur « omega » : le temps de la réaction permanente et du découragement démocratique

Dans ce futur, notre hédonisme individualiste a pris le dessus durant trop longtemps. Préférant conserver notre mode de vie actuel et délaissant les véritables efforts à mener au profit de changements à la marge, nous sommes entrés dans un temps où nous ne pouvons plus que subir la succession de bouleversements qui nous frappent. Face à ces crises à répétition, notre société est désormais à l'image d'un coureur de haies mal engagé dans sa course et qui n'est plus que dans la gestion réactive et défensive de la haie suivante. Pour la première fois en France, l'espérance de vie est en baisse ces dernières années, laissant présager une future diminution de la population en raison notamment d'inégalités dans la capacité à résister

aux facteurs naturels et climatiques. Pour faire face à ces crises, les gouvernements et les entreprises investissent la majeure partie de leurs fonds dans la gestion de l'urgence, ce qui entraîne souvent un gaspillage d'efforts et des détournements et arnaques de la part de profiteurs du système. Cette situation creuse les inégalités entre ceux qui ont pu financer individuellement leur défense face aux changements et une majorité d'individus qui sont les premiers touchés par les crises et la reconstruction. Au-delà de l'aspect financier, la répétition des crises et les besoins réguliers de relocalisation de populations déracinées ont entraîné un traumatisme profond dans une population désormais pessimiste, qui abandonne toute volonté face à ce qui l'attend. Seuls quelques-uns, souvent jeunes, ont la détermination de faire évoluer la situation. Désormais à la marge et radicaux, ces groupuscules cherchent encore à éveiller les consciences et s'attaquent aux biens et à l'intégrité physique de ceux qu'ils considèrent comme coupables. Ils rêvent d'un autre monde, mais sont souvent en rupture avec la majorité de la population, car perçus comme trop extrêmes et utopiques.

Face à ce désordre permanent, certains se sont engouffrés dans la voie religieuse, qui a gagné en popularité en prônant un châtement divin mérité par une nouvelle Babylone, et appelant de ses vœux une « fin du monde régénératrice », tandis que de nombreux individus et communautés sont en demande d'une autorité forte qui redonnerait du sens dans ce chaos. Ceux-ci s'en remettent à des figures d'autorité forte qui appellent à dépasser notre modèle démocratique, perçu comme peu efficace dans les moments de crise. Dans certains pays, cet appel est devenu une réalité. Des pouvoirs autoritaires mettent en place des programmes politiques réduisant les libertés individuelles au service du collectif. Ils surfent sur les espoirs des prochaines découvertes scientifiques et technologiques pour asseoir un pouvoir qui ne tolère la critique. Ils se servent des recommandations d'algorithmes puissants nourris massivement de données pour justifier des décisions brutales censées bénéficier au plus grand nombre, quitte à mettre de côté voire à éliminer les pans de la population qui gênent ce grand bond en avant.

Besoins fondamentaux : la grande régression



Les perspectives

S'étendre de manière infinie dans un monde fini. Malgré les tentatives et espoirs des technoutopistes, d'ici à 2040, nous serons rendus à l'évidence : les ressources nécessaires à la vie ne peuvent se soustraire aux limites planétaires et nous devons aligner nos comportements et besoins sur cette finitude physique. Malgré tout, plusieurs siècles d'accaparement et d'érosion de la planète et du vivant auront laissé des traces, un simple retour en arrière ne sera plus possible.

Les besoins humains devenus basiques désormais remis en cause

En 2022, si toute l'humanité avait consommé comme un Français, nous aurions eu besoin de 2,8 planètes Terre¹. Cette consommation, qui semble être impossible à freiner, va montrer ses effets délétères dans la décennie à venir. Même si l'on se cantonne aux besoins fondamentaux de l'être humain (alimentation, eau, énergie, espace physique...) tels qu'ils sont définis aujourd'hui, les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de 73 millions d'individus viendront à manquer². La science et la technologie tenteront de déjouer la physique, mais comme cela a été le cas pour de précédentes transitions historiques, elles ne parviennent jamais à réduire réellement notre besoin de ressources³. Si aujourd'hui le fait de ne pas assouvir ces besoins quotidiens touche une partie encore limitée de la population française (en 2023, l'insécurité alimentaire touche tout de même près d'un jeune sur deux⁴), demain, cet état de fait a de grandes chances de devenir la norme. En plus de la quantité, la qualité de nos ressources aura égale-

ment un impact sur leur disponibilité. De la pollution des nappes phréatiques ou des océans à la diminution des rendements de la production agricole, les ressources disponibles deviendront, elles aussi, de moins en moins utilisables.

Si l'on prend l'exemple de l'alimentation, nos pratiques actuelles pourraient alors nous faire entrer dans un cercle vicieux vis-à-vis de notre dépendance aux ressources. En 2040, les sols auront perdu une grande partie de leur fertilité⁵ et ne pourront plus subvenir aux besoins de la population française comme aujourd'hui. Cela nous placera en dépendance de nouveaux produits phytosanitaires ou de la production d'autres pays (ces pays deviendraient des lieux de convoitise, associés à de forts enjeux géopolitiques).

Le désordre climatique renforcera aussi ce constat, puisque les événements climatiques qu'il rendra plus fréquents et puissants (voir chapitre 1) impacteront les rendements agricoles, voire rendront la production agricole impossible dans certaines régions françaises.

La guerre de la ressource, qui pourra assouvir ses besoins ?

Dans ce contexte de baisse structurelle de l'offre de ressources fondamentales disponibles, face à une demande qui ne faiblira pas, l'usage de certaines ressources deviendra critique et sera au cœur des débats. En figure de proue, dont nous apercevons déjà les premiers signes : l'usage des terres disponibles. Dans un pays qui comptera, en 2040, 5 millions d'individus de plus qu'aujourd'hui⁶ et dont le besoin de souveraineté économique sera de plus en plus important (voir chapitre 3), l'idée d'un espace abondant utilisable et transformable sans contraintes sera

1. *Nombre de planètes Terre nécessaires selon le rythme de vie des populations de certains pays en 2022*, par pays, Statista, 2022.

2. *Projections à l'horizon 2060*, Insee Première, 22 avril 2011.

3. Jean-Baptiste Fressoz, *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie*, Paris, Seuil, 2024.

4. « L'insécurité alimentaire touche près d'un jeune sur deux en France », *Les Échos*, 16 novembre 2023.

5. En Europe, 60 à 70 % des sols sont dégradés en raison de mauvaises pratiques de gestion, de la pollution, du changement climatique et de l'urbanisation, voir *Caring for soil is caring for life*, Commission européenne, 2020.

6. *Projections à l'horizon 2060*, Insee Première, 22 avril 2011.

obsolète. Alors qu'aujourd'hui, il coûte parfois plus cher de réhabiliter d'anciens bâtiments que de construire du neuf sur notre territoire, demain chaque mètre carré devra être optimisé et utilisé de la manière la plus efficace possible. Cette capacité à questionner et rationaliser l'usage de chaque espace physique pour le mettre au service de la meilleure utilisation possible va drastiquement à l'encontre de la façon dont nous appréhendons la ressource et son usage aujourd'hui. À l'horizon 2040, au-delà du seul espace physique, cette dynamique portera sur l'ensemble de nos usages quotidiens, de l'alimentation – dont le modèle ne pourra plus soutenir un élevage monopolisant certaines ressources – à l'énergie, quand nos aspirations à la mobilité, à la technologie, etc., ne pourront plus être toutes assurées.

Ce nouveau paradigme aura aussi une portée géopolitique, puisque certaines ressources stratégiques, concentrées géographiquement et sur lesquelles la France ne pourra pas être autonome – par exemple les métaux rares à l'origine de nombreux usages technologiques¹ –, deviendront un nouvel or noir, même si elles n'auront pas l'abondance de ce dernier et alors même qu'on connaît l'effet géopolitique qu'a eu l'exploitation du pétrole sur la planète. Bien plus que par le passé², la majorité des futurs conflits proviendront de manière directe ou indirecte de cette incapacité à sécuriser un approvisionnement des ressources et donc de subvenir à nos besoins, alimentant là aussi un cercle vicieux de problématiques d'accès et de pénuries.

Les pollutions générées par les activités humaines auront des répercussions négatives sur la santé des populations

En plus de la nécessité de faire face à des besoins fondamentaux à laquelle il sera plus difficile de répondre, de nouveaux besoins vont émerger, liés aux risques nés de nos modes de vies contemporains.

D'ici à 2040, l'impact de la pollution atmosphérique ne sera plus un débat théorique, mais une réalité quotidienne pour l'ensemble de la population. Les pollutions atmosphériques, au-delà de leurs conséquences mortelles décuplées³, auront aussi un impact sur notre vie quotidienne et notre santé. En 2040, près de la moitié des Français devraient être touchés par des allergies plus ou moins graves⁴, il en découlerait des générations entières de jeunes asthmatiques, ou développant des carences nouvelles, comme une carence en protéine en raison des niveaux élevés de CO₂ dans l'atmosphère⁵.

Outre le besoin d'adaptation permanent (voir chapitre 1), le changement climatique devrait multiplier par trois la probabilité annuelle de déclenchement d'épidémies extrêmes⁶. En cause, les épisodes de canicule, la destruction des barrières naturelles avec les pathogènes dangereux, ou même la fonte du permafrost qui pourraient libérer des virus « dormants ».

De plus, les modes de vie « modernes » des Français depuis la seconde moitié du XX^e siècle auront d'ici à 2040 aussi des conséquences très visibles sur la santé

1. 83 % des réserves mondiales de terres rares, nécessaires à la transition, sont situées en Chine, au Brésil, au Vietnam et en Russie, voir *Pays comptant les plus grandes réserves de terres rares dans le monde en 2023*, Statista, 2023.
2. Au cours des soixante dernières années, au moins 40 % de tous les conflits internes ont été liés aux ressources naturelles, raison qui double le risque de reprise d'un conflit dans les cinq ans, *Defueling conflict: building peace through natural resource governance*, IEG, Banque mondiale, 2022.
3. En 2020, la pollution de l'air par les particules fines a entraîné 238 000 décès prématurés dans l'Union européenne et le dioxyde d'azote 49 000 décès prématurés, « Health impacts of air pollution in Europe », Agence européenne pour l'environnement, 2022.
4. Entre 2020 et 2050, la proportion de Français allergiques au pollen devrait passer de 33 % à 50 %, en lien direct avec l'augmentation de la pollution atmosphérique, voir Camille Gaubert, « Asthme de l'enfant : à Paris, un tiers des nouveaux cas sont liés à la pollution routière », *Sciences et avenir*, 11 avril 2019 et Stéphane Sicard, « Pollens : pourquoi y aura-t-il de plus en plus de personnes allergiques ? L'OMS donne l'alerte », *L'indépendant*, 12 mai 2023.
5. En 2050, 150 millions de personnes pourraient être exposées à un risque de carence en protéines en raison des niveaux élevés de CO₂ dans l'atmosphère, voir « Millions may face protein deficiency as a result of human-caused carbon dioxide emission », Harvard T.H. Chan School, 2 août 2017.
6. En raison des changements environnementaux, la probabilité annuelle d'apparition d'épidémies extrêmes pourrait être multipliée par trois au cours des prochaines décennies, voir Sam Sheard, « Climate change is making people think twice about having children », CNBC, 13 août 2021.

des ménages. Des premiers exemples commencent aujourd'hui à poindre : l'augmentation des « affections de la modernité » comme les cancers, déjà devenus un des maux du siècle auprès de populations de plus en plus jeunes¹ et qui devraient augmenter de 21 % d'ici à 2040², les impacts physiques et neurologiques de la vie digitale, l'impact de l'urbanisme sur nos sens et notamment l'ouïe³... Les causes et impacts multifactoriels impliqueront des bouleversements conséquents dans le traitement médical (voir chapitre 7) et dans la vie quotidienne.

Un des exemples les plus inquiétants de ces impacts sera la baisse de la fertilité, qui se développe de manière latente depuis plusieurs décennies, mais dont les impacts sur la population deviendront tangibles au quotidien d'ici à 2040. Le nombre moyen de spermatozoïdes par homme dans le monde a déjà chuté de plus de 50 % au cours des cinq dernières décennies⁴. Demain, cette situation atteindra un stade critique, notamment en France, où un couple sur quatre a aujourd'hui des difficultés pour concevoir un enfant (un chiffre en constante augmentation depuis trente ans⁵). Ces nouveaux risques auront un impact évident sur les individus, ouvrant de nouveaux besoins fondamentaux dans leur santé et sécurité, qui devront être pris en compte par les autorités.

Face à la pénurie, régulations et arbitrages

Dans ce contexte, on peut imaginer que la décennie 2030 sera celle qui régulera de manière la plus contraignante les comportements de chacun pour

s'assurer d'un bon arbitrage entre les individus. Sur l'ensemble des usages mentionnés, et bien d'autres, il sera question d'arbitrages stratégiques permanents, par exemple le choix de l'usage des terres pour l'alimentation ou le logement. D'abord incitatives, à l'image de possibles taxes différenciées entre les comportements vertueux et les autres, ces mesures deviendront rapidement restrictives si les usages individuels ne parviennent pas à évoluer de façon satisfaisante. La question de l'usage de l'eau sera par exemple un enjeu incontournable de ce nouveau paradigme, alors qu'on estime que d'ici à 2030, la demande d'eau mondiale dépassera l'offre de 40 %, plaçant plus de 3 milliards d'individus dans des situations de stress hydrique⁶. Cette question de l'usage de l'eau, entre consommation individuelle, usage pour l'agriculture, voire pour le refroidissement industriel ou technologique, requerra des arbitrages fondamentaux demain, sans doute évolutifs et fortement débattus.

Les scénarios futurs

Le futur « alpha » : la réussite de la pensée des « communs »

Suite à la prise de conscience collective de la finitude des ressources et des risques d'inégalités et de pénuries, la société a décidé d'une prise en main collective de ces enjeux. Nous avons construit un nouveau modèle de société pour pouvoir répondre aux besoins de

1. En trente ans, « l'incidence des cancers chez les personnes âgées de moins de cinquante ans a bondi de 79 %, le nombre de décès associés de 28 % », voir « Pollution et malbouffe : les cancers explosent chez les jeunes », *Reporterre*, 15 septembre 2023.
2. D'ici à 2040, les pays de l'Union européenne et de l'AELE feront face à une augmentation de 21 % des nouveaux cas de cancer par rapport à 2020, voir *European Cancer Information System: 21% increase in new cancer cases by 2040*, Commission européenne, 16 mars 2022.
3. Près de la moitié des zones urbaines sensibles sont concernées par un « point noir bruit » et pour la région Île-de-France, ce taux approche 70 %, selon un rapport du Conseil économique, social et environnemental (Cese) paru en 2015 (Pierrette Crosemarie, « Inégalités environnementales et sociales : identifier les urgences, créer des dynamiques », Cese, janvier 2015).
4. « La chute du nombre de spermatozoïdes s'accélère : une crise mondiale de la fertilité ? », *Euronews*, 22 novembre 2022.
5. « Génération infertile : pourquoi de plus en plus de Français peinent à avoir un enfant », *Slate*, 20 avril 2022.
6. La demande d'eau va dépasser l'offre de 40 % d'ici à 2030 et 3 milliards d'individus dans le monde feront face à des situations de stress hydrique, « Turning the tide. A call to collective action », *World Economic Forum*, mars 2023.

chacun, en deux temps : sacralisation démocratique des ressources et arbitrages collectifs des usages.

Nous avons tout d'abord mis fin à l'accaparement économique des ressources et leur avons donné une place centrale dans toutes les prises de décision politique et économique. Devenues de vraies « parties prenantes » dans la réflexion collective, nous leur avons donné des droits et une véritable existence juridique¹. Afin d'assurer leur durabilité et leur juste usage, ces ressources ont émergé comme des « communs », que personne ne peut privatiser, ni en monnayer l'usage pour un profit privé. Ces ressources communes, inscrites au cœur de « bio-régions » protégées, sont récoltées avec mesure et respect par la collectivité qui en bénéficie, de manière démocratique et au profit de tous, afin de servir les besoins fondamentaux de chacun hors des logiques marchandes. Cette construction décentralisée prend appui sur un organisme non gouvernemental puissant qui donne à chaque communauté les aides et la protection pour orchestrer au mieux la gestion des ressources et accompagner les communautés lors du partage.

En parallèle de cette sacralisation collective des ressources, nous avons aussi fait des arbitrages sur nos usages. Nous avons accompagné les changements nécessaires de comportements individuels et collectifs grâce à une puissance publique qui a guidé et rythmé l'évolution vers des usages plus en lien avec la réalité de la finitude des ressources. Cette démarche a été rendue possible par une véritable prise de conscience des individus, avant qu'il ne soit trop tard, et des politiques ambitieuses d'aide aux plus précaires afin que cette évolution se fasse avec tous et pour tous. L'État agit désormais comme un facilitateur, agrégeant et accélérant les initiatives de chacun, individus comme entreprises, qui, elles aussi, ont revu leurs priorités pour favoriser un usage juste des ressources afin de se recentrer sur les besoins fondamentaux.

Futur « omega » : une financiarisation individualiste des ressources

Dans ce futur, sans vision collective, l'usage des ressources s'est totalement individualisé. Chacun répond à ses besoins en fonction de la disponibilité de la ressource et, in fine, de ses capacités financières. Dans ce scénario, rythmé par de régulières pénuries et restrictions périodiques, mais également des périodes de faste et de gaspillage, les inégalités sont fortes et certaines ressources sont devenues des produits chers, voire de luxe (eau non polluée, air pur, silence...).

Au quotidien, la loi du marché, de l'offre et de la demande, organise la réponse aux besoins de chacun. Désormais, la main invisible rythme seule l'accès aux ressources et les rend disponibles au plus offrant. Les terres fertiles sont devenues des sources de valeur financière importantes, dont la possession et l'usage s'arrachent à prix d'or entre ceux en capacité de les financer.

La place de l'État, dépassé et incapable d'assurer une aide suffisante à ceux qui n'ont plus accès aux ressources, se limite désormais uniquement à sensibiliser les populations afin de prévenir les mauvaises pratiques. Il tente également de fournir un encadrement légal des pratiques individuelles et collectives (encadrement des prix, politiques de soutien à certains métiers, aide alimentaire ou filières étatiques concernant certaines ressources comme les médicaments...), malgré le lobbying puissant du monde économique qui cherche à réduire son influence réelle. Cet État, dont les faibles ressources ne permettent pas de faire face à une situation qui évolue en permanence, est rapidement débordé en période de tension. Cela a donné naissance à un nouveau système de solidarités entre individus, qui est devenu la norme, basé sur le troc et l'entraide, pour s'assurer que chacun puisse vivre dignement. Ces nouvelles solidarités communautaires reposent sur une appartenance locale ou affinitaire (voir chapitre 5), mais demeurent un filet de sécurité fragile de dernier ressort.

1. On assiste à une hausse du transfert des droits de l'homme vers la nature (animaux et écosystèmes), afin de leur conférer une protection juridique : par exemple le mont Taranaki (Nouvelle-Zélande), le Lake Erie (États-Unis), le Gange (Inde).

Vers une radicalisation des inégalités



Les perspectives

Une société française fracturée et la fin de la classe moyenne

L'émergence d'une classe moyenne stable, qui a quitté un statut précaire pour bénéficier d'un certain confort de vie, a été l'un des marqueurs forts du ^{xx}e siècle en France. Néanmoins, les premières décennies du ^{xxi}e siècle ont inversé la tendance, avec un creusement de l'écart entre les plus aisées et la majorité¹, érodant la sécurité financière de la majorité de la population. Alors que les revenus en valeur absolue des ménages français ont augmenté, les inégalités ont crû bien plus rapidement, de même que le « ticket d'entrée » de consommation nécessaire pour appartenir à la classe moyenne². Ceci a non seulement réduit le pouvoir d'achat de cette majorité de Français, mais a aussi créé un violent sentiment de déclassement et de relégation. Demain, l'écart devrait encore se creuser, avec la possibilité que les 10 % des Français les plus riches captent l'essentiel des richesses produites et la majorité du patrimoine français, ce qui entraînerait un réel décrochage entre cette « élite » et le reste de la population française. Désormais, ce ne serait plus seulement le pouvoir d'achat d'une part croissante de la population qui serait remis en cause, mais bien le « pouvoir de vivre » de la majorité.

La vie des 90 %

Alors que la précarité face au « pouvoir de vivre » ne touchait jusqu'alors qu'une petite part des Français, en 2040, elle touchera la majorité. Cette population sera contrainte de vivre au jour le jour, sans capacité de se projeter financièrement à long terme. Pour cette population, l'enjeu sera de pouvoir sub-

venir à ses dépenses au quotidien, et se constituer une épargne deviendra pour eux un rêve inatteignable. Un quart des Français ne peut aujourd'hui faire face à une dépense imprévue de plus de 500 euros³, la moitié des Français est en situation de découvert bancaire au moins une fois par an et 20 % le sont tous les mois⁴. Demain, rien ne devrait stopper la croissance de ces chiffres et on pourrait imaginer une majorité de Français ayant au maximum quelques centaines d'euros en cas de situation de crise.

Dès lors, il sera impossible pour cette population d'imaginer accéder à la propriété, dont le coût d'entrée, en ville comme ailleurs, sera dissuasif (renforcé par la disponibilité décroissante de l'offre d'espace physique – voir chapitre 2). De même, difficile d'espérer constituer un patrimoine qui pourra être transmis aux générations futures. Cette transformation de la relation de temporalité des Français vis-à-vis de leurs finances personnelles (salaires, paiement de factures et des impôts...) pourrait bouleverser notre organisation collective, où les salaires pourraient redevenir hebdomadaires, la capacité d'épargne se réduisant à un arrondi lors d'achats, et l'ensemble de nos dépenses désormais effectuées sous la forme de mensualisation des paiements ou d'abonnement sans propriété...

Cette nouvelle donne économique bouleversera donc l'ensemble de l'économie, à commencer par la consommation, les prix des produits seront constamment tirés vers le bas pour rester accessibles, ce qui créera un cercle vicieux impactant les revenus des entreprises, les salaires et l'emploi. Il sera d'autant plus difficile d'accompagner la consommation vers des produits de qualité et locaux (ce que requiert la transition écologique) que les budgets disponibles des ménages seront toujours plus fragiles. Ceci aura également des conséquences dans l'accès au logement, de plus en plus inaccessible. Cela impliquera dans un futur proche

1. 92 % du patrimoine français est détenu par 50 % des Français les plus riches, voir *Masse du patrimoine détenue par les ménages les plus riches*, Insee, 25 janvier 2023.

2. Depuis 2022, le panier moyen des Français a flambé de 20,5 %, voir Sylvie de Macedo, « Yaourts, pâtes, haricots verts, papier-toilette... Notre panier de course a flambé de 20,5% en deux ans », *Le Parisien*, 20 janvier 2024.

3. Adrien Papuchon, « En 2018, une personne sur quatre a souvent du mal à boucler ses fins de mois », Drees, Études et résultats n° 1149, 2020.

4. « 20% des Français reconnaissent être à découvert tous les mois », *Le Figaro*, 26 novembre 2020.

une réinvention du modèle acheteur-loueur. Dans l'optique de loger à faible coût la majorité des Français, de nouveaux moyens et formats émergeront : nouvelles formes de copropriétés, colocations de long terme... On peut imaginer que certaines entreprises pourront loger des employés pour assurer leur attractivité (voir chapitre 6), ou encore qu'évoque la législation concernant les surfaces minimales habitables et que se repeuplent certaines zones d'extrême périphérie.

Ce quotidien d'optimisation permanente pour tous sera ponctué d'achats « plaisir » abordables (produits matériels ou virtuels, comme des produits de divertissement), promus par les marques comme des moyens d'évasion et dont la dynamique d'impulsivité sera nourrie par des stratégies inspirées des sciences comportementales. Ces achats permettant de s'évader quelque temps de la réalité de la *rat race*¹, tout en grevant d'autant plus le budget, ne feront que renforcer la précarité de ces ménages et rendra le besoin d'optimisation toujours plus important.

La majorité des individus, devenus précaires, deviendraient les nouveaux « insolubles », n'ayant d'autre choix que de se tourner vers l'économie parallèle pour assurer leur survie². Ce nouveau mode de vie alternatif généralisé prendrait appui sur les solidarités entre pairs et l'entraide, en parallèle de l'économie traditionnelle. On pourrait voir des comportements, en marge aujourd'hui, se banaliser, comme la sous-location immobilière ou mobilière, la mutualisation des risques et des financements sous un format de tontines, voire la débancarisation et le retour du liquide comme moyen de paiement dominant. Cette nouvelle « économie de la débrouille » de masse deviendrait le quotidien de millions d'exclus, hors des circuits officiels.

Le nouveau périmètre d'intervention de l'État

L'État en 2040 aura derrière lui depuis des années les souvenirs du « quoi qu'il en coûte », ayant de

plus en plus de mal à faire face à ce niveau d'inégalités. Alors que l'impossible remboursement du capital de la dette des États ne fera plus débat, à l'inverse, le remboursement d'intérêts toujours plus importants sera de loin devenu le premier poste de dépense de l'État. En face, les recettes s'amenuiseront à mesure que la population ne sera plus en mesure de payer les différents impôts et taxes du quotidien.

La digitalisation de l'ensemble des services publics, combinée avec un recul graduel de leur périmètre pendant ces prochaines années, permettra de porter un vrai questionnement de fond au cœur du débat en 2040 : les nouveaux rôles et responsabilités de l'État. Face à l'incapacité de couvrir autant de pans du quotidien dans un monde aux inégalités si extrêmes, il sera nécessaire de définir collectivement quelles missions de service public restent cruciales pour l'État : sécurité ? justice ? éducation ? santé ? culture ? La vraie différence entre les programmes politiques à l'horizon 2040 ne portera plus sur quels budgets « réduire la voilure », mais sur ce dont on devra se séparer fondamentalement et comment.

Dans les domaines qui resteraient à son initiative, on pourrait imaginer un État plus agile, avec une organisation interne qui ressemblerait au monde de l'entreprise – en mode « projet », plus digital et plus collaboratif avec les citoyens, eux-mêmes appelés à participer aux tâches pour faciliter et accélérer les démarches.

Trois possibilités de relais existeront dans les domaines qui ne seront pas du ressort de l'État. Tout d'abord, l'État pourrait conserver un certain niveau de présence sur des tâches dont la gestion opérationnelle serait déléguée à d'autres acteurs. Ainsi, certaines activités deviendraient entièrement sous-traitées à des agents économiques privés, sous contrôle des autorités ; par exemple, le système hospitalier français serait sous-traité. D'autres tâches pourraient être confiées aux communautés parapubliques locales, en échange d'une aide des autorités. Ce mode opératoire est utilisé par le tissu associatif

1. La « course du rat » est une expression utilisée dans la culture populaire digitale pour illustrer le quotidien de la majorité des individus aujourd'hui, pris dans une compétition permanente dénuée de sens où la richesse obtenue ne sert qu'à financer une consommation de produits toujours plus importante.
2. Un tiers des Français sont prêts à arrêter d'être assurés (automobile et habitation) pour économiser de l'argent, Étude menée par l'institut Poll&Roll pour l'assurtech Leocare, 2023.

local en France et pourrait toucher demain des pans entiers du champ politique. On pourrait dès lors imaginer un système éducatif de l'enfance aux mains de tissus associatifs locaux dont l'État se serait désengagé, mis à part une aide financière (voir chapitre 9). Enfin, certaines tâches pourraient être complètement sorties de la sphère de l'État et privatisées, leur gestion par le privé étant jugée plus efficace – par exemple la défense¹ –, ou alors devenir secondaires dans les nouvelles priorités de l'État – la mobilité ou la culture, par exemple.

La sécurité, pierre angulaire de cette société

S'il est un sujet qui deviendra important dans une société plus précaire, où coexisteraient de forts niveaux d'inégalités et où l'État aurait tendance à se retirer, c'est la question de la sécurité des biens et des personnes. Le sentiment d'insécurité, longtemps amplifié par un traitement médiatique sensationnaliste, deviendrait omniprésent et l'obsession de la protection du patrimoine et de l'intégrité physique ne serait plus l'apanage des plus riches. Cette société devenue plus risquée et perçue comme plus violente conduirait à un repli sur soi généralisé. L'espace public serait dorénavant vu comme le lieu du danger (vols, agressions physiques...), renouant ainsi avec des perceptions historiques que l'on pensait dépassées.

À l'inverse, le lieu privé deviendrait un havre de paix à « bunkeriser » face aux nouveaux risques. On passerait de la « civilisation du cocon² » à celle du bunker. Ce mouvement toucherait particulièrement les plus aisés, qui mettraient en place des stratégies de « sécession » pour éviter les risques physiques et climatiques en tous genres, et donc vivraient retranchés pour mieux se protéger. À leur image, d'autres pans de la population pourraient se retrancher entre pairs pour se sentir plus en sécurité, notamment dans des cas quotidiens où les autorités n'assureraient plus ce rôle. On pourrait assister à une am-

plification très forte des divisions géographiques actuelles, basées sur les revenus, mais aussi sur d'autres facteurs identitaires, comme la religion ou les convictions politiques. Cette société de « l'archipelisation » maximale serait composée de communautés très solidaires, mais complètement refermées sur elles-mêmes (voir chapitre 5).

Les scénarios futurs

Le futur « alpha » : le nouvel État providence

Face au risque d'un accroissement massif des inégalités, nous avons su agir à temps, en remettant même en cause certaines habitudes que nous pensions indispensables. En 2040, nous avons réussi à limiter les écarts de richesse en France, tout en évitant de fâcher les populations les plus aisées. Elles ont elles-mêmes reconnu l'intérêt de vivre dans un pays faiblement inégalitaire, où la cohésion collective crée une ambiance de sérénité, et où l'évasion et l'optimisation fiscales sont lourdement sanctionnées. Les différences de revenus en France sont désormais limitées, tout comme les inégalités dans la transmission de patrimoine, grâce à une refonte du système de redistribution. Les plus aisés conservent certains avantages liés à leur richesse, mais les plus précaires n'ont plus de difficultés à vivre et peuvent à nouveau se projeter dans l'avenir.

Désormais, chacun contribue au collectif en fonction de ses moyens, ce qui a permis de limiter le recul du service public, en échange d'une transformation de fond de celui-ci. Plus efficace, plus local et plus digitalisé, il est désormais perçu positivement par la majorité des Français et apporte à nouveau un filet de sécurité à chacun. Il parvient même à accompagner les individus et à soutenir leur pouvoir d'achat, grâce à une nouvelle éducation financière accessible à tous à l'école, ou à des incitations

1. 81 % des Français sont favorables à une plus forte coopération public-privé quand il s'agit de sécurité et de protection, voir *Beauvau de la sécurité : une police toujours appréciée, mais jugée perfectible*, Odoxa pour Fiducial, 5 février 2021.

2. Vincent Cocquebert, *La civilisation du cocon. Pour en finir avec la tentation du repli sur soi*, Paris, Arkhê, 2021.

favorisant l'adoption de comportements plus vertueux vis-à-vis de son budget ou de la planète.

En réduisant les inégalités et en évitant que la majorité bascule dans la précarité, nous avons pu réduire l'insécurité. Même s'il demeure des actes de violence et d'incivilités, nous avons évité la « bunkerisation » annoncée par certains et présente dans d'autres pays européens. Cette dynamique a aussi permis de faire reculer les comportements communautaires ou de « bulles de filtre » qui existaient quelques décennies auparavant. Désormais, on se parle davantage, on fait confiance à son voisin et on avance ensemble dans un projet politique sinueux, mais optimiste.

Le futur « omega » : le « néo-féodalisme »

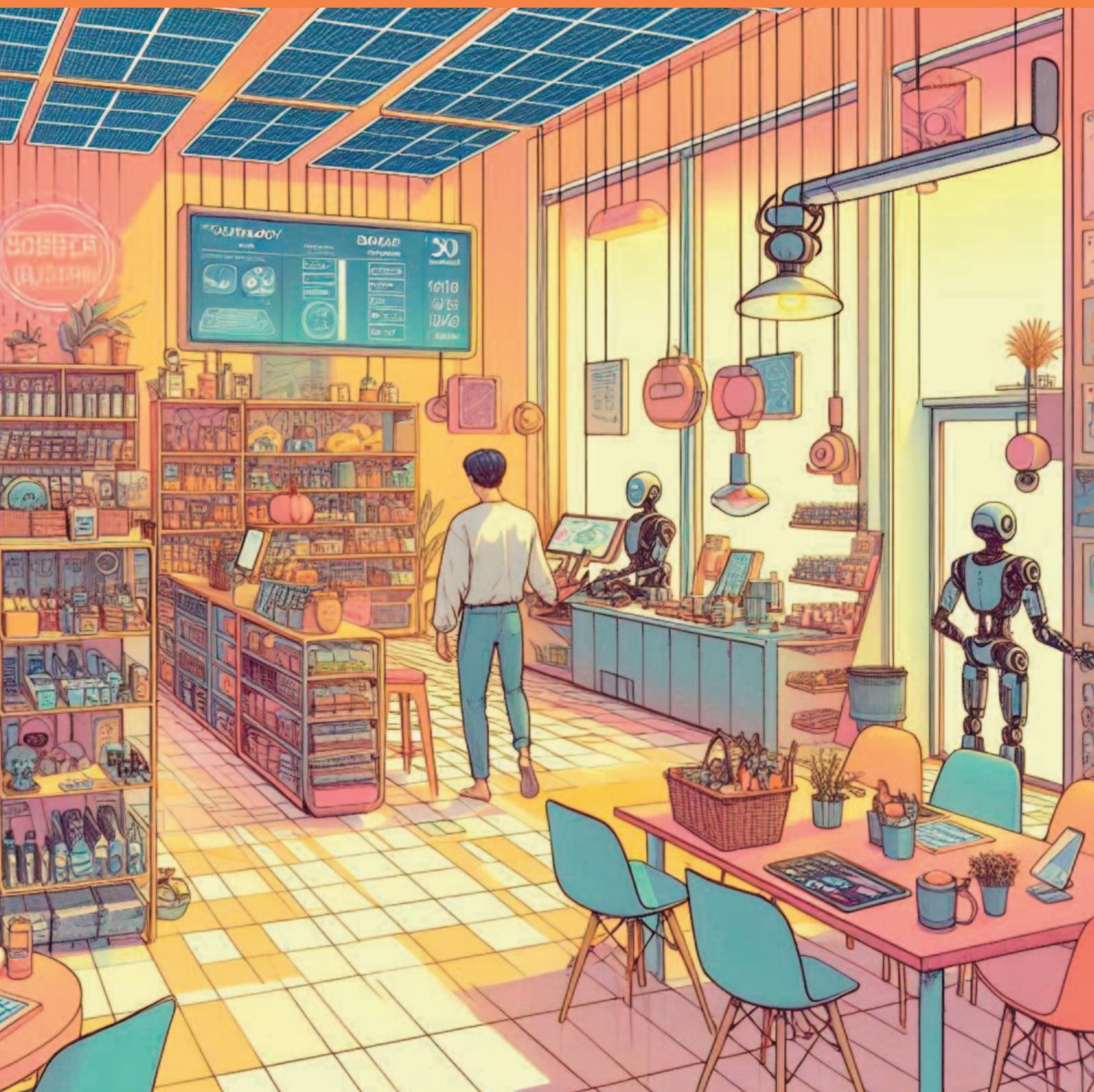
Dans ce futur, nous n'avons pas réussi à redonner un sens au collectif et à réformer le système de redistribution afin qu'il soit vu comme légitime et accepté par tous. Dès lors, les inégalités se sont creusées massivement et, désormais, les 1 % des plus riches concentrent la majorité des richesses. Ces individus à la tête du système économique ont créé des entreprises très influentes, dont la puissance dépasse l'État. Chacune a mis en place en son sein un système social paternaliste fort, qui favorise ses salariés, creusant davantage les inégalités avec tous ceux qui ne sont pas employés par ces mastodontes. La majorité de la population dépend économiquement de ces 1 %, désormais aux manettes d'une grande part de l'économie française. De fait, ils sont aussi devenus la source principale

de financement de l'économie, étant les seuls à pouvoir investir dans les champions de l'économie française et mondiale, ou dans des projets d'investissement parapublics. Cette centralisation les a rendus également puissants au niveau politique, puisqu'elle leur a permis d'exercer une influence forte sur les programmes et les décisions des autorités. Perçus comme les principaux contributeurs du bien-être social de la majorité des Français, ils ne sont dès lors que peu critiqués ouvertement.

Dans ce contexte, l'État n'a plus réellement de fonds propres et conserve un rôle très limité face à ces 1 %. Il n'existe plus de filet de sécurité collectif et l'État n'a plus les moyens d'investir directement auprès de ses citoyens. Le rôle de l'État se cantonne désormais au fait de fluidifier le passage de fonds entre ces 1 % et le reste de la population. *Via* des incitations ou du fléchage spécifique, ils cherchent en permanence à attirer ces fonds en France, dans un contexte de compétition internationale d'attractivité des milliardaires.

Dans cette société ultra-inégalitaire, l'aspiration à la liberté individuelle a perdu en pertinence puisque les individus n'ont plus les moyens ou l'espace nécessaires pour en profiter. Désormais, pour réduire les risques, la sécurité et la prévention sont devenues primordiales. Dans la santé, par exemple, pour de nombreux citoyens qui n'ont plus les moyens de soigner des affections majeures, la prévention et le diagnostic régulier, rendus possibles par la technologie et le *tracking*, permettent d'anticiper et d'éviter les dangers. Pour assurer la sécurité collective, nous avons accepté de restreindre certaines de nos libertés individuelles.

Une technologie « invisible », qui pourrait prendre l'humain de court



Les perspectives

Une technologie prédominante, mais devenue invisible

Une des intuitions qui pourrait faire l'unanimité au sein de cette étude est le rôle central que la technologie continuera à occuper demain. L'accélération de la digitalisation de nos usages semble inéluctable, alors qu'on estimait déjà en 2016 que 90 % des données existantes dans le monde numérique avaient été produites les deux années précédentes¹. Cette accélération a aussi des conséquences profondes sur notre rapport au monde et au temps, avec désormais 53 % des personnes abandonnant un site web si celui-ci met plus de trois secondes à charger². Au-delà de notre consommation quotidienne, ce sont l'ensemble de nos démarches de vie que nous effectuerons en ligne et qui seront centrées autour d'une identité numérique. La clé de voûte de cette dématérialisation sera l'intelligence artificielle (IA), prenant le rôle d'interlocuteur quotidien dans notre vie digitale, afin de nous aiguiller et nous guider dans un monde technologique où la quantité d'information disponible sera trop importante pour être pilotée uniquement par les humains. Ces IA capables d'interagir entre elles rapidement et sans besoin d'intervention de notre part rendront le digital de demain quasiment invisible, opérant en permanence, mais ne nous sollicitant que lorsque cela est nécessaire.

Ce digital invisible rendra aussi rapidement nos outils technologiques actuels obsolètes. Les appareils à venir seront moins contraignants, devenant peu à peu invisibles, car requérant moins d'espace d'interaction directe avec l'utilisateur, désormais intégrés à nos équipements du quotidien (lunettes, bracelets, écouteurs...). Dans cette optique d'invisibilité, on passera d'une technologie qui prend majoritairement appui sur le duo vision-toucher à une techno-

logie qui mobilisera davantage le duo ouïe-voix. Les prémices de cette transition sont déjà présentes puisque 65 % des 25-49 ans dans le monde utilisent leurs appareils à commande vocale au moins une fois par jour³.

Cette technologie invisible devrait nous permettre d'entrer dans une économie de la « post-attention », où les modèles d'affaires et les objectifs du monde technologique et digital ne seront plus guidés par le temps passé par chacun sur son écran. Désormais, la capacité de la technologie à disparaître et à n'intervenir que lorsque c'est nécessaire sera valorisée et deviendra la norme pour les usagers. Cette transition sera soutenue de manière législative par les autorités, en recherche de réglementation pour contrecarrer les effets délétères de notre usage actuel du digital.

Après l'IA, la prochaine grande révolution technologique sera celle de la robotique. Ses avancées récentes permettent d'imaginer pour la décennie à venir une symbiose avec l'IA, ce qui lui permettra de dépasser le statut de simple extension physique de l'humain, tout en apportant une réelle capacité de faire corps avec celui-ci.

La réalisation de ces transformations reposera avant tout sur notre capacité à faire évoluer nos infrastructures technologiques. De nombreux enjeux se dressent encore devant nous et devront être résolus si nous souhaitons profiter de cette technologie invisible, à commencer par la question de l'efficacité d'une telle technologie dans un monde aux ressources limitées. Il sera impossible de bénéficier des usages de la technologie dans leur périmètre actuel d'opération, qu'il s'agisse des matières nécessaires pour produire nos outils numériques, des ressources impliquées dans le traitement et la sauvegarde de nos données (à commencer par l'eau nécessaire pour refroidir les serveurs de données), en passant par l'espace physique nécessaire pour stocker toujours plus d'informations produites. De grandes promesses sur de nouvelles ruptures sont formulées

1. « Big Data : des chiffres et des chiffres », France Culture, 2017.

2. Rapport *Think with Google*, 2017.

3. 65 % des 25-49 ans formulent une recherche sur leurs appareils à commande vocale au moins une fois par jour, voir *Consumer Intelligence Series: Prepare for the voice revolution*, PWC, 2019.

(informatique quantique, internet satellitaire, microcentrales nucléaires pour *data centers...*), mais la réalité d'une tel déploiement conditionnera notre monde technologique futur.

Une inégalité d'accès devenue structurelle

Ces dernières années, l'optimisme d'origine qui accompagnait les avancées technologiques a laissé place à une certaine méfiance, notamment sur la capacité du digital à être véritablement moteur d'inclusion sociale. 39 % des Français perçoivent aujourd'hui le numérique comme un facteur excluant plutôt qu'incluant¹ ; on estime à près de 20 % la proportion d'individus ne jouissant pas pleinement des effets de la digitalisation des usages. Ces inégalités, longtemps vues comme conjoncturelles, vont en réalité s'ancrent et s'amplifier dans les décennies à venir, en raison de trois facteurs structurants : les inégalités territoriales, l'illectronisme et la discrimination algorithmique.

Ne serait-ce qu'en 2021, près de 8 millions de Français n'avaient toujours pas les moyens d'accéder pleinement aux outils numériques, faute de matériel ou d'une localisation en zone blanche². Alors que l'équipement de 100 % du territoire français en fibre optique a été chiffré à 30 milliards d'euros³, les autorités semblent avoir conscience de l'importance future de cette inégalité et font désormais de grands efforts pour déployer les technologies de la fibre et de la 4G sur l'intégralité du territoire. Malgré tout, ces technologies correspondent aux usages actuels, alors que la nouvelle donne technologique expliquée ici requerra l'installation de technologies plus rapides et puissantes, à commencer par la 5G qui débute difficilement son déploiement. L'accélération permanente de notre technologie implique une remise à niveau permanente de nos infrastructures, ce qui forcera à faire des choix et des arbitrages et

entraînera nécessairement un décalage et une inégalité entre leurs premiers bénéficiaires urbains et les « retardataires » sur le reste du territoire français.

Outre l'enjeu d'infrastructure, c'est l'illectronisme⁴ persistant qui créera la plus forte inégalité entre les usages de la technologie demain. En 2021, 15 % des Français de plus de 15 ans étaient en situation d'illectronisme⁵. Également longtemps pensé comme un enjeu conjoncturel lié au besoin d'acculturation technologique, notamment de nos aînés, cette inégalité deviendra structurelle demain alors que nous serons toujours plus dépendants de la technologie dans notre quotidien. À mesure que les équipements et usages évolueront demain, de nouvelles générations en seront exclues et rejoindront l'illectronisme actuel. Là où aujourd'hui la différence se fait sur la capacité à utiliser un smartphone, demain elle se trouvera, par exemple, dans la capacité à « prompter » correctement une IA. Ce qui devait être un effet de génération deviendra en réalité un effet d'âge, et ce au sein d'une société vieillissante (voir chapitre 8). Plus inquiétant encore, un nombre croissant d'études montre que l'illectronisme touche aussi les plus jeunes : 17 % des moins de 18 ans en France ont aujourd'hui des difficultés à effectuer des démarches administratives en ligne⁶. Demain, des générations ayant évolué dans un monde technologique entièrement « invisible » auront de plus en plus de mal à mobiliser des sens nécessaires pour certaines démarches.

Enfin, alors que nous pensions les algorithmes plus objectifs que les humains, nous découvrons aujourd'hui qu'ils sont également porteurs de biais forts, miroirs de nos biais sociaux, notamment ceux des humains qui les codent. L'absence de diversité dans les profils des populations qui sont à l'origine de ces algorithmes vont demain contribuer à perpétuer et amplifier des préjugés et des discriminations, et ce de manière pernicieuse, car en opposition avec le discours affiché d'une objectivité liée à la quantité

1. Étude Digital Society Forum citée dans « Pour 39% des Français, le numérique renforce plutôt les inégalités sociales », *Le Figaro*, 13 novembre 2018.

2. *Manifeste pour le réemploi solidaire des équipements numériques*, Emmaus Connect, novembre 2021.

3. Le plan France très haut débit, 2020.

4. Le fait de ne pas avoir une maîtrise des outils digitaux, par exemple en raison d'un manque de compétences.

5. *15 % de la population est en situation d'illectronisme en 2021*, Insee Première, 22 juin 2023.

6. *Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics*, Défenseur des droits, 2019.

d'informations prises en compte. Parfois, ces biais seront encore plus forts que ceux des humains, car ils seront dénués de toute morale ou atténuation liée à la réalité sociale quotidienne que les humains pourraient apporter. Évoluant dans un monde clos et purement théorique, ces algorithmes prennent appui sur des données brutes décontextualisées, souvent incomplètes, et confondent la majeure partie du temps corrélation et causalité. Ce raisonnement en vase clos pourrait demain donner vie à des comportements sexistes ou racistes, proposer des arbitrages ou décisions faussées et légitimer un discours inégalitaire – de la même manière qu'au XIX^e siècle les thèses racistes avaient donné une légitimité scientifique aux discours racistes de l'époque. Il sera donc essentiel de prendre conscience très rapidement de ces possibles biais, afin qu'ils n'amplifient pas certaines inégalités déjà existantes aujourd'hui.

Nouveaux risques et nouvelles réponses

Ces évolutions commencent à être ressenties par les Français, de plus en plus préoccupés par la technologie, comme le démontre une baisse de 19 points de pourcentage entre 2019 et 2022¹. Cette confiance devrait davantage s'éroder à mesure que d'autres risques deviennent majoritaires demain.

Le risque cyber va probablement devenir le plus central dans les années à venir. Simple crainte marginale aujourd'hui, la frontière entre risque cyber et impact sur la vie quotidienne deviendra demain complètement floue et touchera tous les pans de la vie, de la santé à la sécurité en passant par le vol d'identité. L'IA omniprésente, la présence d'appareils connectés dans l'ensemble de nos vies, l'informatique quantique, etc. – demain la fréquence et l'intensité des cyberattaques auront des conséquences difficilement imaginables aujourd'hui. Des

chercheurs ont par exemple montré qu'il était déjà possible de pirater le transmetteur d'un *pacemaker* pour lui faire administrer des chocs électriques mortels pour le patient. Face à ce risque, certains se lanceront dans une onéreuse course à l'équipement toujours plus sophistiqué, mais probablement déjà obsolète sitôt installé. À l'inverse, la majorité des individus vivront désormais dans un monde de *post privacy*, ayant accepté le fait que toute donnée digitale serait un jour piratée ou exposée. Davantage que la mise en place de stratégies de protection digitale, l'enjeu sera de prêter une attention particulière aux comportements individuels en amont – de nombreuses pratiques imprudentes actuelles seront devenues impossibles –, mais surtout d'anticiper et de se préparer à réagir en cas de crise. Pour la plupart des utilisateurs, l'enjeu ne sera donc plus d'empêcher un piratage, mais d'y faire face facilement et efficacement.

Ensuite, c'est la fin de la notion de « vérité » et l'enfermement individuel dans ses bulles de filtre, amplifié par le développement de l'IA, qui deviendront un défi majeur pour nos sociétés. Alors que cet enjeu ne concerne aujourd'hui que des informations disparates et ciblées, demain nous serons tous et constamment mis face à des informations fausses, *deepfakes* et autre *sharp power*². Ce seront d'abord l'éducation et les compétences qu'il conviendra de repenser pour que chacun puisse tirer profit de ce nouveau contexte (voir chapitre 9). Alors qu'actuellement 87 % des personnes sont incapables de faire la différence entre les images générées par l'IA et des photographies réelles³, il s'agira de déjouer collectivement les biais algorithmiques et les bulles de filtre pour éviter de devenir victime de son algorithme. Demain, nous pourrions par exemple arriver à une situation où nos équipements deviendraient tellement intégrés à notre identité que nous refuserions de les prêter, pour éviter d'abîmer leur algorithme ou de se mettre en situation d'être piraté.

1. *Edelman Trust Barometer*, 2022.

2. Après le *hard power* (« l'influence militaire ») et le *soft power* (« l'influence culturelle »), apparaît un *sharp power* (l'influence digitale prenant pour cible un pays en particulier).

3. *Expert Outlook 2022*, Canvas8, 2022.

Les scénarios futurs

Le futur « alpha » : le ralentissement éclairé

Dans ce futur, nous avons appris à décélérer et à ne pas tomber dans la dépendance face à la technologie. Ce futur, loin d'être anti-tech, aura remis l'outil technologique à sa juste place sans lui laisser prendre le contrôle. Les citoyens, épuisés et inquiets d'une technologie devenant toujours plus puissante, ont demandé aux gouvernements de légiférer pour contrôler ce domaine. Après vingt ans de développement sauvage, la décennie 2030 sera celle de la législation. Les pays se sont alliés pour notamment responsabiliser davantage les plateformes et les forcer à garder ouvertes et transparentes leurs pratiques et leur gestion des données. Par exemple, pour lutter contre les biais algorithmiques et les bulles de filtre et assurer un pluralisme éclairé des idées, ces leaders du digital sont désormais dans l'obligation de présenter des données contre-intuitives à leurs audiences, ainsi que d'injecter des données aléatoires dans leurs algorithmes pour casser le risque d'enfermement et de discriminations. La question de l'usage technologique a aussi entraîné une législation différente en fonction de celui-ci, où la santé et le divertissement ne seraient, par exemple, plus traités par les mêmes règles et normes.

En parallèle de cette évolution législative, nous avons tous fait le choix de réduire notre usage de la technologie, *via* une approche *low-tech*, afin notamment de réduire notre dépendance et de la remettre en phase avec les limites planétaires. Cette approche de priorisation dans l'usage de la technologie combine trois aspects : l'accessibilité (démocratisation de l'accès à la connaissance *via* l'*open source*), la durabilité (*via* l'éco-conception) et l'utilité (en répondant à des besoins pertinents). Ce choix proactif a permis de définir collectivement dans chaque société ce qu'il était nécessaire de conserver, comme un bien commun numérique, rendu accessible à tous, et ce qui serait secondaire et donc limité, par choix individuel, ou par quota selon les pays. Ce ralentissement, désormais sollicité par tous, garantit la déconnexion totale comme droit accessible à chacun. Du développement d'espaces

urbains de parenthèse hors du digital à celui d'une économie touristique de la déconnexion, en passant par des entreprises qui proposent une journée mensuelle sans technologie, etc., ces nouvelles pratiques visent à assurer ce ralentissement et éviter les risques permanents de « rechute ». Enfin, dans ce futur décéléré, l'exploitation de la technologie a aussi laissé place à une cordialité, voire à une égalité entre humains et machines. Désormais, les IA et autres robots présents dans nos vies sont traités avec respect et politesse et on leur a octroyé des droits de base leur assurant un traitement décent. Dans cette société apaisée, on estime que le traitement de la machine est le miroir de la manière dont nous traitons les autres humains.

Le futur « omega » : accélérationnisme et algocratie

Ce futur a vu la victoire de la pensée « accélérationniste », qui promeut l'accélération des usages technologiques comme condition d'une amélioration des conditions de vie de chacun, et donc du progrès. Différentes mouvances idéologiques et politiques défendent cette accélération comme moyen d'atteindre leur futur idéal, et le débat sur les objectifs de la technologie fait rage au sein de la société. Inspirés par certains patrons de la Silicon Valley des années 2020, les accélérationnistes libéraux voient la technologie comme un formidable moyen de faire advenir une société où l'État central serait inexistant, remplacé par une autorité décentralisée à l'initiative des individus, où celui qui maîtrise l'algorithme et a sa propriété intellectuelle détient le vrai pouvoir. D'autres, accélérationnistes transhumanistes, font la promotion de nouveaux projets de correction des « erreurs » de la nature et luttent pour la fin des maladies, voire de la mort, dans un grand raout eugéniste. En face, des accélérationnistes socialistes voient en la technologie la capacité de mettre fin au travail, alors que les plus écologistes appellent à une technologie permettant d'ouvrir la voie à un nouvel usage optimisé des ressources qui respecte les limites planétaires. Ces espoirs et récits entraînent chacun vers une course au suréquipement technologique et à une omniprésence de la technologie dans nos vies. Le pouvoir

est donné aux algorithmes, censés prendre des décisions objectives, à l'inverse des lois désuètes de l'humain ou de la nature ayant démontré leur incapacité à faire les meilleurs choix. Ce nouveau système « algocratique » créerait un environnement où règne la détermination et où chacun est perçu et jugé en fonction de ce que ses données passées disent de lui, ne laissant que peu de place à l'inattendu et à la liberté. Cette situation ne requiert plus d'autonomie humaine ou de pensée critique, jugées limitantes et ralentissant la marche vers l'inéluctable société de demain.

Face à cette société normée, une autre voie se dessine dans laquelle les individus font sécession pour regagner leur libre arbitre. Cette rébellion peut être épisodique, *via* la location d'identités temporaires

permettant d'être anonyme, l'utilisation de *bots* correcteurs d'algorithmes pour faire face à certaines discriminations, etc. Ces moments de respiration proposés par des « hackers éthiques » prennent des mesures contre les nations ou les gouvernements qui ne partagent pas leurs opinions ou idéologies et font la promotion d'un paysage numérique plus sûr et plus éthique. D'autres optent pour une rupture permanente afin de garder le contrôle sur leur vie, au risque de renoncer à certains services quotidiens ou de première nécessité. Devenus des marginaux aux yeux de la majorité, ils vivent hors des radars et s'appuient sur une entraide permanente, à l'image de populations déjà imaginées dans certains ouvrages de science-fiction¹.

1. Des fictions telles que *Les furtifs* d'Alain Damasio (2019) ou *Brave new world* d'Aldous Huxley (1932).

Vers une nouvelle pensée de la communauté



Les perspectives

Le nouvel esprit de communauté

Ces dernières décennies, les solidarités traditionnelles qui existaient entre les individus ont laissé place à une atomisation de la société. Fracture entre individus, sentiment de déclassement ou d'inégalités, clivages exacerbés, solitude technologique, recul de la famille nucléaire, etc., sont désormais au cœur d'un vivre-ensemble devenu difficile. Cette atomisation, qui renforce l'isolement¹, la concurrence et la méfiance, voire la défiance, a atteint son paroxysme et donne naissance à une nouvelle demande de communauté, dont les contours ne seront plus ceux d'hier. Ces nouvelles communautés ne seront désormais plus des communautés de proximité géographique, mais des communautés de pensée : croyances, opinions politiques, orientations, valeurs... Dans le monde digital comme physique, on fera demain communauté autour de gens qui nous ressemblent et pensent comme nous, quelle que soit la situation géographique. Dans un monde de plus en plus complexe, incertain et difficile à appréhender, les individus vont chercher à faire corps avec ceux qui pensent comme eux et se rapprochent de leurs idées. Contrairement à hier, cette nouvelle conception de la communauté démarrera demain dans la sphère digitale, où on rejoindra des cercles d'appartenance, avant de tisser et de renforcer ces liens avec ses membres dans le monde physique. Cette situation se verra amplifiée par les algorithmes, qui nous confineront dans un schéma de pensée et d'être, basé sur notre historique de consultation (voir chapitre 4). Ces bulles de filtre vont donc aussi graduellement s'implanter dans l'espace physique. Au sein de ces nouvelles communautés, la solidarité et l'entraide vont se développer très fortement, afin de ne « faire qu'un » face aux enjeux et aux risques quotidiens. Au sein

de chaque communauté, la place du plus fragile redeviendra importante et on s'entraînera à vivre à son rythme, pour s'assurer qu'il n'y ait pas de failles dans le collectif. La question de la localisation physique sera, dans un second temps, cruciale pour ces communautés, avec une dynamique de regroupement avec ceux qui pensent comme eux-mêmes, en micro-localité, créant donc une mobilité géographique et des espaces « idéologiques » unis, mais refermés sur eux-mêmes.

Le renforcement du « nous » au sein de chaque communauté développera en parallèle l'émergence du « eux » : ceux qui n'en font pas partie. En d'autres termes, en se regroupant de la sorte, chaque communauté va accroître l'éloignement avec les autres communautés, et donc accroître les divisions. La société, qui nous semble déjà aujourd'hui violente² et clivante, pourrait l'être d'autant plus demain si chaque groupe renforce son adhésion en s'opposant davantage aux autres. Dès lors, les lieux « collectifs », physiques ou digitaux, qui mêlent ces différentes communautés (transports, voie publique, lieux de consommation, etc.), pourraient devenir de nouveaux lieux de risques, voire d'affrontements, que l'on chercherait à éviter, ou à investir de manière collective pour y « prendre le pouvoir ».

L'ère de l'affinitaire

Cette nouvelle société multicommunautaire donnera naissance à une ère de l'« affinitaire » au sein de toute la société. Ayant pris conscience de ces nouveaux clivages, la réponse des organisations, notamment économiques et politiques, ciblera précisément chacune de ces communautés, en adoptant leurs codes et croyances, pour devenir leur champion et tenter de les réunir.

Cette démarche affinitaire est déjà en cours dans le milieu médiatique par exemple, où le recul de médias transpartisans qui recherchent l'objectivité

1. 11 millions de Français sont affectés par la solitude, soit 20 % de la population de plus de 15 ans, voir *Solitudes 2022. Regards sur les fragilités relationnelles*, Fondation de France, janvier 2023.
2. 91 % des Français trouvent la France violente, voir l'enquête « Fractures françaises », Ipsos/Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et l'Institut Montaigne, 2023.

laisse le champ libre au développement de médias d'opinion, volontairement partisans et clivants, qui cherchent à plaire à une cible spécifique. Ce mouvement devrait toucher demain l'ensemble des entreprises, quand on sait que les consommateurs sont déjà prêts à accepter une hausse de prix de 20 % pour des produits en accord avec leurs convictions¹. Ce nouveau contexte forcerait les entreprises à quitter demain leur neutralité pour s'engager dans des débats sociétaux, afin de renforcer la fidélité de leurs clients, quitte à en perdre d'autres. Dans ce monde, on consommerait uniquement les marques qui affichent des valeurs communes aux nôtres, renforçant là aussi cette division affinitaire, avec un impact direct sur les codes de consommation, d'usage et de produits consommés. Par exemple, si l'on regarde les différences de régime alimentaire entre les différentes communautés d'opinion, une alimentation intégralement affinitaire pourrait accroître les carences de certains et ainsi impacter la santé publique. La politique pourrait également suivre cette voie, marquant la fin des grands partis rassembleurs du xx^e siècle, dont les lignes idéologiques étaient assez floues pour attirer largement. Demain, on assistera à une multiplication de partis plus petits et clivants, dont le discours ciblera une communauté en particulier afin de la fidéliser. Dans un tel paysage politique, l'alliance de nombreux petits partis affinitaires parviendra de manière opportuniste à créer une majorité au pouvoir.

Cette polarisation affinitaire renforcerait donc le développement de nouvelles communautés qui pensent, consomment et se renseignent différemment, etc., qui pourraient dès lors vivre séparées. Comme chaque communauté serait renforcée dans ses croyances par les médias, marques, politiques..., elle ne serait jamais confrontée à des idées ou à une argumentation contraire à la sienne. Elle vivrait dans sa propre réalité, avec sa vérité biaisée, ce qui créerait une société de subjectivités opposées et indépassables et donc l'impossibilité de discuter ou de se réunir sur des communs (savoir, ressources, espace public...).

Cela poserait la question fondamentale du vivre-ensemble, dans un modèle français qui a toujours cherché à défendre un idéal de société universaliste (en combattant par exemple par le passé le modèle multi-culturaliste à l'anglo-saxonne). Demain, il sera primordial de se demander collectivement si l'on cherche à combattre ou à assumer ce nouveau modèle multi-affinitaire. Dans tous les cas, il s'agira de trouver des solutions nouvelles, encore inexplorées, pour faire société, sans se réfugier dans la nostalgie d'un temps révolu.

La question renouvelée de l'exclusion

Hier, dans une société de solidarités traditionnelles, l'exclusion était un souci secondaire, car le périmètre géographique local réduisait le risque d'abandon et d'exclusion d'un individu. Malheureusement, le futur retour possible de la communauté et de l'affinitaire ne sera pas un remède automatique à l'exclusion et à l'isolement, devenus des maux modernes, bien que souvent invisibles. Dans un monde où l'opinion et la croyance définissent notre sociabilité, qu'advient-il de ceux qui n'ont ni l'envie ni les capacités de se forger des croyances assez fortes pour que cela affirme leur identité ? Cette inégalité amènerait des populations à demeurer dans les interstices de ces communautés de valeurs, et donc à s'invisibiliser et à s'exclure de cette société multi-affinitaire. De même, qu'advient-il d'une personne dont les convictions et croyances évoluent à l'épreuve du temps ? Là aussi, le départ d'une communauté spécifique et la difficulté à entrer dans une autre, dans un contexte d'intolérance accrue, créeraient une marginalisation de pans entiers de la population. Ceci est d'autant plus important que le digital sera devenu un outil nécessaire pour l'intégration dans une communauté, alors que les algorithmes assignent chacun à sa communauté historique et que s'en extraire signifie alors se dégager de plusieurs années de données enregistrées. Dans la même veine, l'accès aux outils et interactions

1. *Made-to-order: The rise of mass personalization*, The Deloitte Consumer, juillet 2015.

digitaux pourrait devenir un facteur d'exclusion au sein de ces communautés (voir chapitre 4). Qu'advient-il de ceux qui ne parviendront pas à bénéficier pleinement des usages digitaux ? L'incapacité à rejoindre une communauté ou à exister en son sein pourrait, là aussi, marginaliser des individus qui voudraient appartenir à un de ces cercles, mais n'en auraient pas la capacité.

Au-delà de cette exclusion subie, il pourra également exister demain une exclusion choisie, dans un monde de plus en plus polarisé et idéologique. La part de Français en recherche d'isolement croît chaque année en réponse à l'évolution de notre société¹, notamment chez les plus jeunes. Et ce, à l'image du *hikikomori* japonais, qui évoque le retrait social volontaire de jeunes sur des périodes allant de plusieurs mois à plusieurs années. Encore marginal et difficile à quantifier, cet isolement souhaité, qui cherche à recréer un espace intime dans une société devenue trop transparente et harcelante, pourrait prendre plus d'importance demain.

Face à tous ces facteurs d'exclusion subie ou souhaitée, les autorités traditionnelles (politique, entreprises...) comme nouvelles (influenceurs, leaders de nouvelles spiritualités ou mouvements sociaux) auront la lourde responsabilité de devenir des facteurs de réduction (ou de promotion) de cette exclusion, en fonction de leurs comportements et discours.

Les scénarios futurs

Le futur « alpha » : $1+1 \geq 2$

Dans ce futur, nous avons anticipé la transition vers un monde de plus en plus clivé et avons agi rapidement pour y faire face. Plutôt que d'éviter le problème, ou de le rejeter sur certains boucs émissaires « perturbateurs », des décisions rapides et majeures ont été prises. L'accent est tout d'abord mis sur la

réduction des clivages sociétaux, afin qu'un simple désaccord n'entraîne plus une rupture définitive entre les individus. Nous avons mis en place pour les plus jeunes, mais aussi pour toute la société, dans un format ludique, une véritable éducation aux outils digitaux ainsi qu'à l'esprit critique et au sens du collectif. En parallèle, une responsabilisation de chacun sur les réseaux sociaux a permis de rapidement encadrer les principales plateformes digitales. Ces décisions ont relégué dans les marges comportements haineux et subversifs, dans un *dark web* où l'on peut encore se défouler, mais qui n'a plus d'impact réel sur le quotidien. Par ailleurs, les médias et les entreprises ont, eux aussi, été cadrés afin d'éviter de développer des modèles économiques basés sur les clivages et le *clash* et de devenir des vecteurs de cohésion plus que de division. L'objectivité des médias est devenue un nouveau cap collectif, avec des mesures fortes limitant la concentration des médias ou l'intervention éditoriale de propriétaires ou d'actionnaires, le tout rendu possible par une autorité indépendante possédant de vrais moyens de régulation. Le marketing et la publicité ciblée, basée sur des algorithmes « enfermants », ont, eux aussi, été limités et de nouveaux codes de conduite européens inspirés de la RGPD ont vu le jour. La boucle affinitaire économique a ainsi pu être arrêtée, les entreprises ayant à nouveau intérêt à s'adresser au plus grand nombre, sans prendre parti pour certaines idées ou créer des clivages. Dans la société, les craintes de l'autre se sont également réduites. L'autre n'est plus vu comme un danger, mais comme une source de découverte et d'apprentissage et la différence est de nouveau valorisée. À la manière des syndicats ou des instances religieuses d'hier, les responsables des différentes communautés nouvelles se réunissent régulièrement pour échanger, sous l'autorité du politique qui s'assure de leur bonne discussion et garantit leur entente. L'objectif de ces échanges est de s'accorder sur des communs, une vérité partagée sur les événements qui surviennent et un socle de valeurs communes. L'émergence de ces figures et leurs échanges constructifs ont permis d'évincer de chacune des communautés les

1. 25 % des Français préféreraient vivre « dans un endroit isolé, loin des autres », voir l'enquête « La société idéale de demain aux yeux des Français », Ipsos pour la CFDT et la Fondation Jean-Jaurès, 2023.

éléments les plus perturbateurs et néfastes, qui sont désormais devenus inaudibles pour le plus grand nombre. Cet apaisement généralisé, promu et soutenu par toutes les autorités traditionnelles et nouvelles, a permis à la société de retrouver une dynamique collective, un vivre-ensemble où l'on ne s'affronte plus, où l'on n'a plus peur de l'autre et où on a défini ensemble les critères qui font que nous sommes collectivement plus puissants que la somme de nos individualités.

Le futur « omega » : le morcellement français

Dans ce futur, nous avons refusé d'affronter les problèmes naissants de clivage et de boucles affinitaires. En prônant un universalisme qui n'était plus en résonance avec la réalité, nous avons raté l'opportunité de l'action. Se sont développées des communautés de croyances de plus en plus puissantes, qui ont renforcé l'adhésion et la fidélité de leurs membres autour d'un projet total, qui couvre désormais tous les aspects de la vie, à partir de vérités et de convictions propres.

Une fois que chaque communauté est devenue puissante et unie, elle développe un discours de plus en plus clivant et belliqueux envers les autres. Elles utilisent notamment le digital comme un moyen de recrutement et de lutte. Elles s'attaquent souvent entre elles dans le monde digital, de manière plus ou moins discrète, et mènent des campagnes de désinformation massives pour rallier à leur cause ou délégitimer une communauté opposée.

Ce clivage a également atteint le monde physique, avec des regroupements de ces communautés dans certains quartiers des grandes villes, l'investissement de villes moyennes, ou de certains hameaux et zones rurales. L'espace investi et contrôlé sert désormais comme outil de leur idéologie. Ces zones géographiques adoptent chacune des codes les rendant reconnaissables immédiatement et une organisation spécifique, voire une monnaie locale

dédiée. Suite à plusieurs heurts locaux ou ruptures d'approvisionnement sur certains produits, ces communautés ont mis en place une diplomatie propre, pour dialoguer, échanger et nouer des alliances ou faire des échanges d'individus (qui ont changé de croyance et cherchent donc à changer de communauté). Le monde économique a emboîté le pas à ce mouvement et on a vu l'émergence de nouvelles entreprises, plus petites et locales, qui cherchent à s'implanter dans une communauté particulière, en monopole, sans avoir pour but de se développer au-delà. La croissance économique n'est plus l'objectif pour ces entreprises qui cherchent désormais et avant tout la fidélité. L'activité de chaque entreprise existe à l'identique dans d'autres communautés, opérée par d'autres, sans la moindre recherche de synergies.

Dans ce nouveau contexte, le pouvoir central a vu son champ d'action cantonné à un rôle diplomatique à destination de l'Europe et du reste du monde. Il continue d'assurer une bonne relation entre les différentes communautés, au travers de médiateurs qui parcourent constamment le pays pour tâcher de conserver le plus de communs possible. La composition de ce pouvoir central elle-même a évolué. Désormais, le pouvoir est détenu par le Parlement, devenu une véritable Assemblée affinitaire, où chaque communauté est représentée par un porte-parole, lui-même désigné par sa communauté.

Il existe dans cette organisation sociétale morcelée des individus qui ont fait sécession. Ils ne se retrouvent plus dans les communautés existantes ou veulent créer un projet différent. Vus comme des ermites ou des marginaux par la majorité, vivant de manière recluse et abandonnés de tous, ils subviennent de manière autonome à leurs besoins. Et ce, jusqu'au jour où ils décident eux-mêmes de formaliser une idéologie et des croyances et se lancent dans une quête digitale visant à recruter leurs premiers fidèles.

Un travail liquide
pour certains,
au détriment des autres ?



Les perspectives

La nouvelle donne du travail

À l'image de la transformation récente du travail (digital, télétravail, impact de l'économie des parties prenantes...), il est fort à parier que nous ne travaillerons plus de la même manière en 2040. Ce bouleversement sera amené par plusieurs grands chocs, à commencer par un choc technologique. L'avènement de nouvelles innovations aura un impact profond sur nos tâches quotidiennes, mais aussi sur les métiers de demain. IA, robotisation, automatisation et autre réalité virtuelle..., on estime que 85 % des métiers de 2035 n'existent pas encore aujourd'hui¹. Cette nouvelle donne technologique, IA en tête, va créer un nouveau « plafond de verre » de performance, un nouveau plancher au-dessous duquel il ne serait plus pertinent de faire appel à des humains pour effectuer des tâches que la technologie réalisera mieux. Le second choc sera écologique, donnant naissance à de nouveaux métiers liés à la décarbonation de nos économies et à l'adaptation aux limites planétaires (voir chapitre 1). Ce choc écologique accélérera la disparition de nombreux métiers liés à l'économie d'hier (800 000 emplois « obsolètes » pourraient disparaître), mais surtout pourrait créer plus d'1 million de nouveaux emplois liés à cette transition. Selon Le Shift Project², ceci concernerait près de 500 000 emplois liés à l'alimentation, l'agriculture ou la transformation locale, 300 000 emplois automobiles liés à l'électrification et l'entretien, 200 000 emplois liés à la mobilité nouvelle et 100 000 emplois dans la logistique décarbonée. Cette nouvelle « destruction créatrice³ » de l'économie, liée à l'écologie, pourrait bien donner tort aux défaitistes qui la voient comme punitive ou source de déclassement collectif. Enfin, le choc démographique aura aussi un impact important sur le monde du travail en 2040. En raison de la baisse de la part de la population française ayant moins de

59 ans, ainsi que des probables reculs successifs d'âge de départ à la retraite, les seniors occuperont une place essentielle dans la main-d'œuvre des entreprises. Ce nouveau contexte d'emploi des seniors devenu incontournable aura des conséquences importantes sur les manières de travailler et sur les tâches réalisées (voir chapitre 8).

Ces principaux chocs pourraient amplifier et accélérer une nouvelle organisation du travail, qui se dessinera dans la décennie à venir, autour de trois grandes catégories d'emploi. Tout d'abord, un petit nombre de « talents » émergeront comme les gagnants du système. Agiles et proactifs, ils parviendraient par exemple à faire toujours mieux que la technologie, en étant les seuls capables d'aller au-delà du nouveau « plafond de verre » technologique. Ils se verraient augmentés et renforcés dans leur quotidien, tout en demeurant sereins et confiants vis-à-vis du système économique, de la technologie et des bénéfiques que le futur leur apportera.

Un second groupe, les « ancillaires », se tournerait vers des métiers du service et du *care*, mettant en avant l'importance de l'humain, de l'empathie et d'une attention au soin. Ce groupe ne serait d'ailleurs pas en compétition avec la technologie, puisqu'il exercerait des métiers que la machine ne parviendra pas à réaliser. Ces populations seraient désormais au service des autres, notamment des plus fragiles ou des personnes âgées, qui représenteront une part significative de la population française (voir chapitre 8). Ils seraient également constitutifs d'une nouvelle économie de services humains, qu'une petite part de la population pourrait s'offrir lorsqu'elle ne souhaite pas faire appel à une technologie standardisée, que cela concerne des conseils ou des formations, du *coaching* ou bien des soins ou attentions spécifiques (par exemple la rédaction manuscrite ou du temps de discussion avec un être humain). Ces travailleurs du *care*, au service du reste de la population, ont un titre valorisant qui pourrait cacher parfois des conditions de travail difficiles et des tâches pénibles de service, voire de

1. « Future of Work : comment travaillera-t-on en 2035 ? », OnePoint, 2022.

2. « L'emploi : moteur de la transformation bas carbone, dans le cadre du Plan de transformation de l'économie française », The Shift Project, septembre 2021.

3. Comme inspiré de la théorie de Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1998 [1942].

servitude, avec un impact non pris en compte sur leur santé physique et mentale.

Enfin, une dernière catégorie serait constituée des « outilleurs ». Cette population ne pourrait pas développer des compétences différenciantes pour dépasser le plafond de verre technologique, et donc ne pourrait pas évoluer dans la hiérarchie professionnelle. Elle serait cantonnée à de nouveaux segments d'emplois précaires et peu valorisés. Du nettoyage de données à destination des algorithmes IA à des tâches physiques spécifiques en logistique que la robotique ne pourra pas opérer, en passant par la permanence au sein d'emploi non télétravaillables, ils seront ceux qui, en coulisse, rendront la technologie opérante et efficace pour les autres. Dénués de toute autonomie, malgré des emplois qui requièrent parfois une certaine qualification, ils seraient les nouveaux prolétaires invisibles au service du plus grand nombre.

La flexibilisation totale d'un travail devenu liquide

Ces dernières décennies ont vu s'amorcer une transformation majeure du monde du travail, qui dans les années à venir va donner naissance à un travail « liquide », remettant en cause le triptyque traditionnel temps, lieu, action. Concernant le temps, après avoir remis en cause la journée-type d'activité, créant une perméabilité totale entre temps d'emploi et temps personnel, cette liquéfaction du temps touchera demain tous les âges de la vie. Elle passera par une redéfinition du travail des seniors dont la carrière sera allongée et qui multiplieront les activités post-retraites (voir chapitre 8), mais aussi celui des jeunes, dont l'activité indépendante croissante, notamment sur les réseaux sociaux ou l'achat/vente de produits, remettra en cause l'âge minimum pour travailler.

L'informatique portable et le télétravail ont quant à eux questionné l'unité de lieu du travail, permettant

à chacun d'effectuer ses tâches de partout, à l'image des *digital nomads*, dont le nombre pourrait atteindre 1 milliard dans le monde d'ici à 2035¹. Cette liquéfaction du lieu physique donnera naissance à une nouvelle décentralisation du travail, où les mouvements pendulaires vers les grandes agglomérations seront remplacés par l'émergence de nouveaux pôles et sièges dans les villes moyennes. On pourra y travailler au moins une partie du temps avec des membres de son équipe en rotation « au vert », ou rencontrer de nouveaux professionnels locaux.

Enfin, la liquéfaction touchera la nature des tâches à effectuer, et signera la fin des carrières linéaires. Les générations qui entrent aujourd'hui sur le marché de l'emploi changeront plus de treize fois d'emploi au cours de leur carrière². Parfois, ces emplois se chevaucheront par passion ou par nécessité économique. Dans quinze ans, une personne active cumulera en moyenne deux activités en parallèle, contre une seule aujourd'hui³. Cette poly-activité entraînera une évolution législative, mais aussi un changement dans les mentalités vis-à-vis de l'hybridation croissante entre salariés et indépendants, ou vis-à-vis de la place à donner aux *slashers* précaires, qui devront demain combiner plusieurs métiers pour des raisons économiques.

Ces évolutions ayant touché en premier lieu les cadres et les professions tertiaires, elles se propageront par la suite auprès de la majorité des salariés, qui aspirent également à l'autonomie et à la souplesse dans le cadre de leur travail. Pourtant, tous ne vivront pas positivement cette flexibilité. L'injonction à l'indépendance, à mener plusieurs activités de front, à la maîtrise rapide de nouvelles compétences, à l'adoption technologique, à l'agilité dans la gestion de sa carrière, etc., pourrait laisser certains individus de côté, et plus que jamais isolés. Ceux qui subiraient cette flexibilité pourraient être les grands perdants de cette révolution du travail, et il faudra imaginer leur place dans le monde économique et la société de demain. Le rôle de l'État et l'implication de la société dans son ensemble

1. « Nomades digitaux : amis ou ennemis du climat ? », *Les Échos*, 31 janvier 2023.

2. « Évolution des modes de travail, défis managériaux : comment accompagner entreprises et travailleurs ? », Sénat, 2023.

3. « Future of Work : comment travaillera-t-on en 2035 ? », art. cité, 2022.

deviendraient alors nécessaires pour éviter que le marché ait les pleins pouvoirs sur la vie des citoyens, obligés d'être constamment flexibles et opérationnels.

Sens et place du travail dans la vie

La révolution du travail que nous vivrons demain pourrait se heurter au recul de la place du travail dans nos vies, autre tendance de fond inéluctable depuis des décennies. Les chiffres sont nets : la durée annuelle effective du temps de travail a diminué d'environ 20 % depuis les années 1970. Aujourd'hui, 56 % des travailleurs interrogés préféreraient travailler quatre jours au lieu de cinq (22 % d'entre eux seraient prêt à gagner moins pour y arriver)¹, plus de 50 % des Français de moins de 60 ans déclarent ne pas avoir assez de temps libre² et, enfin, la part de Français estimant que le travail est très important dans leur vie est passée de 70 % en 1999 à 19 % en 2022³. Le travail lui-même est en crise et il devra être questionné dans les années à venir. Loin d'une disparition de l'ambition individuelle, celle-ci se concentre désormais vers d'autres priorités, notamment vers des activités qui ont du sens, où le travail serait l'expression de ses valeurs et un moyen de donner un impact positif au temps dont on dispose.

Certains parviendront à combiner leur activité économique et cette nouvelle quête de sens, en même temps ou par phases. Pour les autres, cela pourrait entraîner un recul de l'emploi tel qu'il est considéré actuellement, forçant à reconnaître d'autres activités et à les comptabiliser, intégrant notamment des tâches au service de la communauté, d'entraide familiale, ou au service de ses passions. Ces activités, vues aujourd'hui comme secondaires, pourraient devenir majeures, à l'heure où se heurter aux limites planétaires nous forcera à repenser le sens de notre travail, mais aussi la consommation et l'économie. C'est dans ces activités que l'on pourrait

retrouver la socialisation que l'emploi permet aujourd'hui. Dès lors, sous l'impulsion d'individus en quête de sens, la transition d'une économie de marché et de la consommation vers une économie de l'impact, des passions, du local et du loisir pourrait également orienter nos choix de développement et nos priorités, et donc contribuer à rendre moins centrale la place du travail économique.

Dans une société où le travail deviendrait liquide, perdrait de sa centralité et où l'on vivrait plus longtemps, le temps libre consacré au loisir augmenterait et pourrait contribuer au développement d'une société du divertissement et du loisir. Ce nouveau paradigme du divertissement pourrait mener à un travail « gamifié » pour être agréable, des divertissements « interstitiels » entre les moments d'activité, mais aussi à la généralisation d'une économie du divertissement-passion accaparant notre temps libre. Dans cette transition vers un monde qui s'affranchirait de l'omniprésence du travail, il conviendrait à chacun et à la société dans son ensemble de ne pas remplacer une obsession par une autre, d'une addiction à l'activité économique par une addiction au divertissement.

Les scénarios futurs

Futur « alpha » : une société vertueuse, où le travail a retrouvé sa juste place et donne du sens

Dans ce futur, nous avons réussi à décélérer collectivement et à faire de l'activité économique un moyen et non plus une fin. Cette évolution permet de réduire la dépendance de chacun à un emploi pour assurer sa subsistance, pour aller vers un travail vecteur de sens destiné à affronter les grands défis de demain. Dans ce futur, la technologie n'a plus comme objectif l'accélération de nos usages,

1. Étude *The Workforce View in Europe 2019*, ADP, 2020.

2. Jérôme Fourquet et Jérémie Peltier, *Grosse fatigue et épidémie de flemme : quand une partie des Français a mis les pouces*, Fondation Jean-Jaurès, 11 novembre 2022.

3. Baromètre Empreinte Humaine-OpinionWay, 2022.

mais la réduction de l'activité laborieuse des humains, afin qu'ils ne se concentrent que sur ce qui est important pour eux. Répondant aux nouvelles aspirations de la société, le travail est désormais construit comme un jeu et est réalisé *via* des interactions avec la machine sous forme de défis ludiques proposés au travailleur contre rémunération.

Ce nouveau rôle qu'à la technologie nous a permis de questionner collectivement la place du travail dans notre économie et notre société. C'est finalement suite à un référendum que la France a suivi le chemin d'autres pays, en expérimentant un revenu de base universel, permettant à chacun de vivre dignement et de ne plus avoir à prendre un emploi pour simplement survivre. Une fois sa subsistance assurée grâce à ce revenu, chacun est libre de contribuer au collectif comme il l'entend. En réalité, quasiment personne n'a arrêté d'avoir une ou plusieurs activités au service de la communauté, car être complètement oisif est d'autant plus mal vu que l'on n'est plus obligé de travailler pour vivre. Ce mouvement s'est accompagné d'une nouvelle comptabilisation institutionnelle de l'activité et du chômage, pour inclure dans l'emploi « toutes les activités qui contribuent à la société et au collectif ». La productivité individuelle a, quant à elle, augmenté en raison de la motivation de chacun à réaliser des tâches qui ont un sens. Enfin, l'accompagnement individuel vers l'emploi ou une autre activité est désormais bien plus efficace, car il consiste en un bon fléchage des individus vers le besoin sociétal où ils seront les plus utiles, en prenant en compte leurs aspirations et leurs préférences. D'ailleurs, la majorité des nouveaux « chercheurs d'activité » se lancent dans le secteur de la transition. Les investissements massifs réalisés pour affronter un nouveau monde d'anticipation et d'adaptation climatique ont fait de cet univers le principal pourvoyeur d'activité, mobilisant notamment les jeunes générations. L'État aussi est redevenu une vocation de choix pour les recrues, puisqu'il propose des carrières ayant également du sens pour la communauté. Enfin, le service à la personne, le développement local et le care, rendus plus faciles par la technologie et la robotique, attirent également de nombreux individus, notamment les travailleurs seniors, plus enclins par exemple à devenir « aidants » de leurs aînés retraités.

Dans cette société, la majorité des individus sont indépendants et ils travaillent en parallèle pour plusieurs entreprises dans différents métiers, créant de nouveaux liens de fidélité reposant sur une relation de confiance mutuelle plutôt que sur un seul contrat. L'entreprise elle-même est devenue plus démocratique pour attirer et fidéliser les meilleurs travailleurs, décentralisant davantage la gestion quotidienne et donnant autant de pouvoir à ses employés qu'à ses actionnaires dans la prise de décisions stratégiques. Désormais, chaque parent crée une entreprise individuelle à la majorité de son enfant et la formation initiale de chacun sensibilise aux spécificités de ce statut, afin que l'on puisse appréhender le plus tôt ce nouveau paradigme. En retour, l'État a également revu son système de protection sociale et a construit un système où les « polypreneurs » (nouveau statut des indépendants) ont un statut privilégié, avec autant d'avantages que les employés. En tant que polypreneur, on alterne facilement, grâce à un nouveau cadre légal et un accompagnement, entre périodes de travail à temps plein et temps partiels, entre périodes de formation et pauses de prise de recul, le tout dans un monde de l'emploi devenu arythmique. Alors que beaucoup craignaient initialement le pire, ce nouveau système, qui renforce les droits de chacun tout en reposant sur une confiance mutuelle, a finalement fonctionné et tout le monde en bénéficie, individuellement et pour le bien de la communauté dans son ensemble.

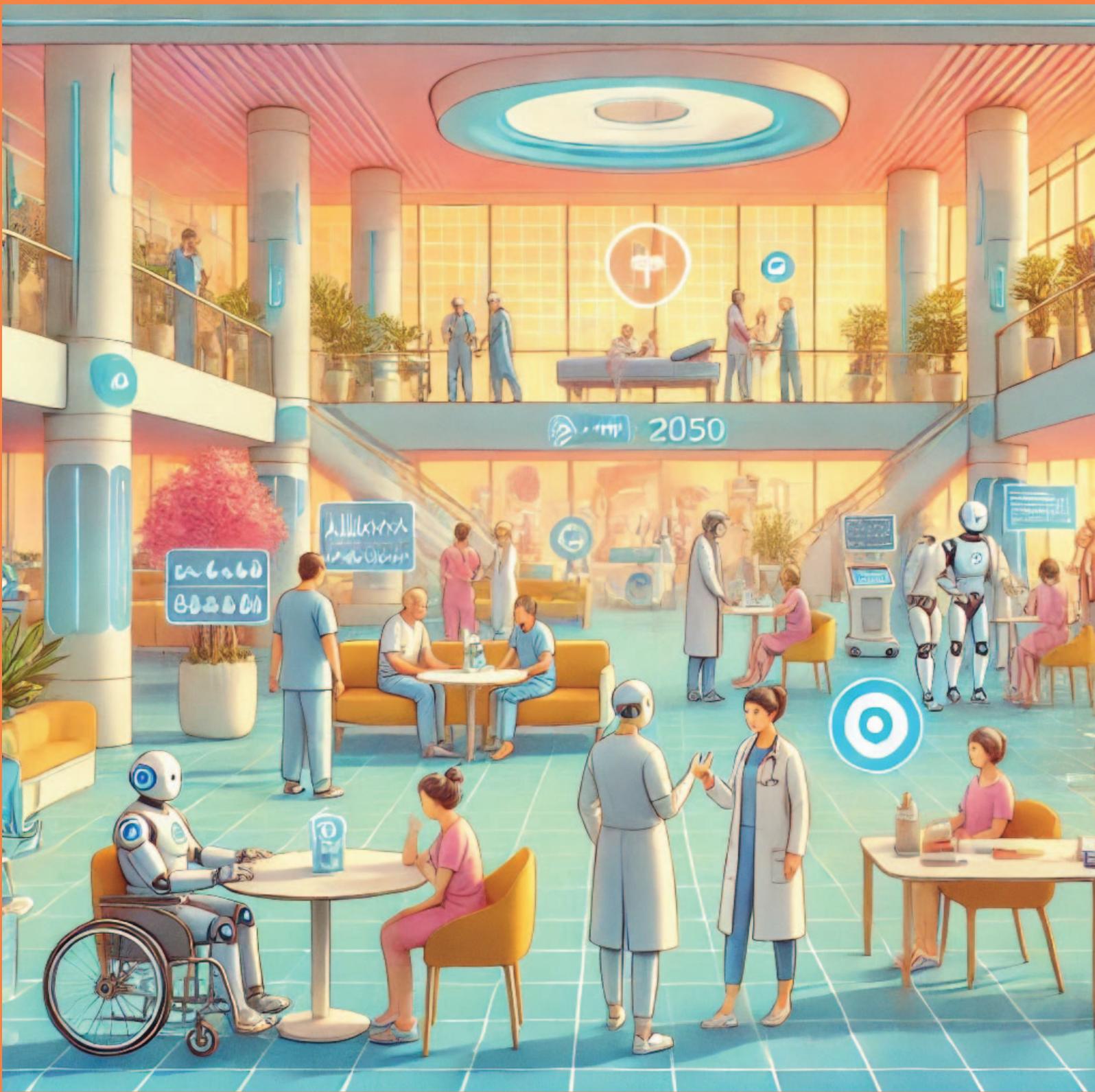
Futur « omega » : le nouveau prolétariat technologique

Dans ce futur, l'innovation technologique n'est pas destinée à décélérer, mais, à l'inverse, à accélérer notre labeur. L'IA a permis de doubler le nombre de tâches réalisables en une journée, elle a également créé de nouvelles attentes d'instantanéité et de sur-analyse, pour, *in fine*, ne pas réduire le travail de chacun. Un petit nombre de talents tire profit de ces évolutions, même s'ils connaissent eux-mêmes régulièrement des affections mentales et autres burn-out, en essayant de se maintenir au même rythme que la machine. Les plus efficaces adoptent

de nouvelles stratégies et des traitements pour amplifier leurs capacités cognitives, souvent là aussi au détriment de leur santé mentale et physique. Le reste de la population a, quant à elle, vu son activité remplacée par la technologie, sans avoir eu le temps ou les moyens de s'adapter. Ils sont désormais nombreux à être oisifs, à ne pas avoir pu transiter vers d'autres secteurs en demande, du fait d'une difficulté à accéder aux aides ou aux formations nécessaires, mais limitées. Pour faire face à cette nouvelle majorité au chômage, l'État a financé de nombreux contenus et divertissements, censés éduquer et former de manière rapide et peu onéreuse une population active, à l'attention et l'envie limitées. En réalité, ce sont les divertissements les plus ludiques et faciles à consommer qui ont été les plus plébiscités. Dans cette économie de l'attention totale, la technologie est devenue entièrement immersive et l'algorithme parvient toujours à proposer le meilleur programme. Il arrive parfois que certains consomment du contenu pendant plusieurs jours sans s'en apercevoir. Cette majorité vit difficilement grâce à des aides étatiques et à une économie informelle

alternative existante dans les jeux, où l'on peut devenir virtuellement très riche et célèbre, sans que cela n'influence réellement sa réalité matérielle. Cette infrastructure technologique qui régit l'attention et le quotidien de la majorité requiert un nouveau prolétariat, dont le travail est éreintant, à la fois mentalement lorsqu'il s'agit de trier rapidement les données, de nettoyer les algorithmes, ou de modérer des contenus, et physiquement lorsqu'il s'agit de réaliser des tâches précises qui requièrent de l'agilité que la robotique n'a pas, ou de livrer des biens au reste de la population oisive. Ces tâches sont souvent laissées aux plus pauvres, que l'oisiveté a ruinés, aux travailleurs seniors, dépassés par la technologie, ou aux migrants climatiques, lorsqu'elles ne sont pas délocalisées dans des régions plus pauvres du monde, remplaçant les call centers ou les ateliers de misère d'hier. L'atomisation et l'individualisation poussée de cette société où l'on est seul face à son écran ont rendu quasiment impossible une culture de contestation ou de révolte, ce qui fait perdurer un *statu quo* malgré une situation qui n'est en réalité bénéfique pour personne, sauf peut-être pour la machine.

Un nouvel optimisme médical à plusieurs vitesses



Les perspectives

De nouvelles affections majoritaires et un système de santé réinventé

La société française va vivre un profond bouleversement dans la décennie qui vient concernant la thématique de la santé. Si certaines maladies ont pu être éradiquées depuis le siècle dernier, d'autres pathologies vont devenir incontournables. En raison de notre mode de vie au XXI^e siècle et du vieillissement progressif de la population, nous allons notamment vivre d'ici à 2040 le développement très fort de maladies chroniques, de polyopathologies ou de nouvelles pandémies... Les maladies du siècle comme le cancer, le diabète¹ ou Alzheimer créeront un stress supplémentaire pour les aidants de ces patients, mais aussi pour le système de santé dans son ensemble.

En parallèle de la prise en charge de ces nouvelles pathologies devenues majoritaires, d'autres troubles seront de plus en plus identifiés et traités. Tout d'abord, le recul de la fertilité, qui touche déjà de nombreux couples ayant de plus en plus de difficulté à avoir des enfants, devra être traité de manière beaucoup plus offensive qu'aujourd'hui. Des solutions médicales innovantes se développant, la prise en charge de ces traitements onéreux devra être intégrée au système collectif de soin, afin d'assurer un renouvellement des générations.

Les troubles de santé mentale et la neurodiversité sont d'autres thématiques qui vont se généraliser dans les années à venir. Ces affections auparavant taboues ont été récemment reconnues, comme le montre les nombreux termes psychologiques désormais entrés dans le langage commun (toxique, *self care*, *safe space*). Elles seront dans les années à venir

au cœur de la réflexion médicale et du traitement quotidien des individus. Cette prise en compte sera d'autant plus nécessaire qu'elle accompagnera l'entrée dans la vie active d'une génération qui a aujourd'hui moins de 25 ans, particulièrement touchée par certains troubles psychiques, comme l'addiction aux écrans. Cette génération, dont la crise sanitaire a révélé la prédominance des problématiques d'isolement et de mal-être, sera celle à traiter en priorité. Au-delà de cette seule génération, ces problématiques deviendront un des maux du siècle, lorsque l'on sait que chaque année les longs arrêts de travail pour troubles psychologiques se multiplient² et que le temps isolé passé face à des écrans augmente. La neurodiversité deviendra quant à elle mieux comprise, acceptée et prise en compte, alors que dans certaines industries, elle touche jusqu'à 20 % des effectifs³. Cette meilleure compréhension des spécificités comportementales et cognitives aura des implications non seulement économiques, mais aussi éducatives et éthiques, avec des répercussions par exemple sur les relations interpersonnelles, le management en entreprise ou la santé.

Dans ce contexte d'augmentation des affections de masse, qui toucheront les individus dans le temps long, la politique actuelle de coupes budgétaires et de petits ajustements de notre système de santé ne fonctionnera plus. Le système de santé à la française devra être repensé en profondeur, tant dans son périmètre que dans ses sources de financement, 'il veut sortir de sa pente déficitaire inéluctable⁴. Il s'agira de faire des choix collectivement afin d'assurer la pérennité du système et d'éviter de se rapprocher de modèles plus inégalitaires existant dans d'autres pays. Cela passera par des arbitrages, par exemple sur les affections qui continueront d'être traitées (et celles qui seront renvoyées vers les assurances privées), ou sur des possibles politiques incitatives de bonus/malus en fonction des comportements

1. Le diabète devrait toucher 1,3 milliard de malades en 2050 contre 529 millions en 2021, voir « Diabète : le nombre de cas dans le monde devrait plus que doubler d'ici 2050 », *Les Échos*, 23 juin 2023.
2. Les arrêts de travail longs pour troubles psychologiques ont été multipliés par deux entre 2020 et 2023, voir « Baromètre absentéisme », Malakoff Humanis, 2023.
3. 20 % des personnes travaillant dans les industries créatives du Royaume-Uni seraient neurodivergentes, voir *The voices of our industry. BIMA Tech Inclusion & Diversity Report*, BIMA, 2019.
4. En 2023, le déficit de la Sécurité sociale est estimé à 8,8 milliards d'euros. Il devrait atteindre 11,2 milliards en 2024 (contre 9,6 prévu), avant de s'établir à 15,8 milliards d'euros en 2025, 17,5 milliards en 2026 et 17,9 milliards en 2027, voir « À 8,8 milliards d'euros, le déficit de la Sécurité sociale va doubler d'ici trois ans », *La Tribune*, 26 septembre 2023.

individuels de chacun, ou encore sur une politique de diagnostic et de traitement plus personnalisés pour éviter les diagnostics erronés ou la prescription excessive, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, etc. Une chose est sûre : il faudra dans ce nouveau contexte passer véritablement d'un système curatif à un système préventif, afin d'alléger la charge sur un système médical mis en difficulté.

Un nouvel optimisme médical

En parallèle d'un système de santé en profonde réinvention, nous devrions entrer durant la décennie 2030 dans un nouvel âge d'or de la médecine, qui engendrerait un nouvel optimisme quant à notre capacité à traiter les affections. Cela concernerait des maladies dont on pourrait désormais guérir, à l'image du VIH ou de certains cancers dont des vaccins ou traitements sont en développement, ou bien une personnalisation accrue des diagnostics et des traitements *via* le développement d'une médecine de précision génomique au plus près de la situation de chaque patient¹. L'apport de la technologie pourrait aussi renforcer cette avancée médicale, par exemple *via* la robotique et les neuroprothèses, permettant à des populations ayant certains handicaps de reprendre une vie presque normale. Au quotidien, de nouvelles capacités de diagnostic non invasives permettront une meilleure politique de prévention et l'identification précoce de certaines affections. Ceci notamment grâce à des appareils technologiques que nous porterons tous au quotidien et qui pourront, de manière invisible, faire évaluer notre bien-être² et nous rassurer³. La nouvelle connaissance apportée par ces données analysées nous aidera collectivement à comprendre de nouveaux liens entre ces affections. Nous pour-

rons donc adopter des modes de vie plus sains, nous permettant d'identifier les moments précis où nous aurons besoin d'une cure d'air pur ou d'une retraite physique à la campagne.

Cette nouvelle médecine, abordant une approche plus holistique sur la santé, mais plus personnalisée dans la réponse apportée, bouleverserait là aussi notre système de santé. Elle pourrait marquer la fin d'une médecine standardisée et renouveler les différents rôles : du pharmacien-préparateur (qui pourrait adapter ou fabriquer les produits pour chacun) aux infirmiers (dont la tâche serait revalorisée pour faire face au manque de médecins), en passant par le patient lui-même (qui pourrait devenir autonome en s'auto-diagnostiquant ou en imprimant son traitement à domicile). Cette personnalisation pourrait également réduire certaines inégalités de santé provoquées par la standardisation actuelle : traitements peu adaptés à certaines minorités ou types d'individus, inégalités femmes-hommes dans les traitements, allergies à certains médicaments...

Enfin, l'optimisme médical viendra également des premiers effets visibles de mesures politiques prises ces dernières années, qui battraient en brèche le sentiment de détérioration du système. En 2035, nous verrons ainsi les effets concrets de la fin du *numerus clausus* en études de médecine adoptée en 2021⁴, ce qui permettra de ralentir l'expansion des déserts médicaux, devenus la norme en France⁵, que le développement de la téléconsultation ne permettra pas d'atténuer de manière significative.

Ce nouvel élan médical à l'horizon 2040 devrait permettre de renouer avec une hausse de l'espérance de vie en France dans les décennies qui viennent si l'on parvient à résoudre la question de la démocratisation de ces nouveaux traitements.

1. À l'image de certains traitements comme CRISP qui permet de modifier l'ADN des individus pour corriger certaines maladies, ou l'analyse du microbiote précis de chaque patient permettant de développer un traitement personnalisé pour chacun.
2. Entre 2018 et 2022, l'utilisation de l'auto-quantification de santé par les utilisateurs de smartphones est passé de 9 % à 33 %, *Are people addicted to health tech?*, Canvas8, 2022.
3. 39 % des individus constatent une amélioration de leur bien-être émotionnel lorsqu'ils surveillent leur santé à l'aide de la technologie, *Post-pandemic, the world's emotional well-being is recovering*, Kantar, 2022.
4. « La densité médicale va baisser pour retrouver son niveau actuel seulement en 2035 », Drees, 2021.
5. Déjà en 2022, 6 millions de Français n'avaient pas de médecin traitant, voir « Réaction de l'Assurance maladie au rejet de la convention médicale par les syndicats de médecins libéraux », Assurance maladie, 1^{er} mars 2023.

Un nouveau monde médical, facteur d'inégalités et de ruptures ?

Derrière l'élan et l'optimisme affichés, ce nouveau monde de la santé pourrait amplifier certaines inégalités déjà à l'œuvre et donner naissance à un système de santé à plusieurs vitesses. La première inégalité serait économique. Alors que le système de santé français se réinventera en réduisant probablement son périmètre d'action et que les nouveaux traitements et technologies seront particulièrement onéreux au moins à moyen terme, une partie de la population pourrait se retrouver dans une impasse. Un nombre croissant de citoyens pourraient ne plus être couverts par le système public, sans être pris en charge non plus par un système privé et donc demeurer exclus des opportunités de demain¹. C'est pour les patients que cette inégalité pourrait être la plus visible. D'un côté, ceux qui peuvent se l'offrir auraient accès à une expérience constamment améliorée, où hôpitaux privés et consultations médicales à domicile créeront des expériences « premium » inspirées de l'hôtellerie. De l'autre, la majorité ne pourra plus avoir accès qu'à des hôpitaux publics, qui, pour réduire les coûts, ne traiteront plus que des urgences à la chaîne, sans confort. En amont de la prise en charge médicale, on perçoit déjà aujourd'hui des inégalités existantes entre ceux qui peuvent financer un mode de vie sain et prévenir les affections, et les autres.

Une seconde inégalité, territoriale, pourrait voir le jour. Le développement de nouveaux traitements va demander une forte infrastructure de connectivité (par exemple le déploiement d'un réseau 5G pour le dialogue entre les équipements et l'analyse des données), de stockage (comme des centres de stockage des informations ADN à destination de la médecine génomique) ou de flux (la logistique réfrigérée pour déplacer les composants d'une imprimante 3D visant à créer des médicaments personnalisés). Comme dans chaque développement technologique ou scientifique, l'équipement des petites villes ou zones rurales sera plus difficile et plus lent qu'au sein des grands centres urbains. Dès lors,

l'inégalité géographique pourrait s'aggraver, obligeant plus encore qu'aujourd'hui les individus à se rendre dans les grandes villes pour bénéficier d'un traitement efficace.

Enfin, une dernière divergence, qui pourrait elle-même être vectrice d'inégalités, pourrait émerger demain, entre les promoteurs de ce développement scientifique et médical et, à l'inverse, des voix qui s'élèveraient pour défendre un ralentissement, voire un retour à des méthodes médicales plus traditionnelles. En effet, comme durant chaque développement rapide d'innovations, de nombreuses interrogations se feront entendre quant à leur usage ou leur fiabilité. La décennie qui vient devrait donc mener une part non négligeable de la population française à demander un ralentissement ou une pause dans ce développement, et ce quel que soit le niveau de revenu, l'âge ou l'emplacement géographique. Face à des craintes liées au développement du transhumanisme, aux enjeux de confidentialité des données ou à la bioéthique et aux nouveaux risques eugénistes, cette population « divergente » demanderait à conserver des traitements et un paradigme de santé des années 2020, moment de bascule vers ce nouveau monde. Certains, plus radicaux, prôneront un retour à une médecine plus traditionnelle, revenant aux méthodes de « bon sens », voire « ancestrales », et comprises par tous. Ce risque de clivage pourrait être particulièrement difficile à gérer pour les autorités, qui, au-delà de simples investissements, devront mener un véritable travail de légitimité et de pédagogie au long cours.

Les scénarios futurs

Futur « alpha » : prévention 2.0, au cœur de nos efforts collectifs

Dans ce futur, nous avons collectivement pris conscience assez tôt de la fragilité de notre système de santé actuel. Plutôt que de continuer à l'optimiser,

1. 69 % des personnes craignent que l'augmentation humaine ne soit accessible qu'aux riches, voir étude « Human Augmentation », Kaspersky, 2020.

nous avons collectivement fait le choix de le repenser entièrement pour qu'il puisse survivre dans les décennies à venir. Cela a impliqué la participation de chacun pour mettre en place un nouveau modèle durable. L'accent est désormais mis sur la prévention, en dépassant notamment les oppositions entre médecine moderne occidentale et médecines alternatives. En questionnant nos modes de vie actuels et en mettant des savoirs plus traditionnels ou d'autres régions du monde au cœur de notre système de santé, nous sommes parvenus à réduire notre dépendance envers un système qui privilégiait le curatif au préventif. La technologie a été inscrite au centre du nouveau système, en véritable outil de suivi et de diagnostic. N'ayant jamais pris le contrôle sur le médecin ou remplacé ce dernier, le déploiement technologique a été vécu positivement et sans réticences majeures. Désormais, cette technologie opère de manière invisible, elle n'alerte patient et personnel médical que lorsque cela est vraiment nécessaire. Les rôles de pharmaciens de proximité ainsi que des infirmiers ont aussi été renforcés, afin de libérer du temps pour les médecins et de soulager les hôpitaux. Ceci a permis de réduire le nombre de déserts médicaux, ainsi que la pression sur le système hospitalier, qui n'est désormais qu'un recours en cas de réelle urgence ne pouvant être traitée par d'autres maillons du système. L'enjeu de la santé préventive est désormais une priorité collective, prise en main par des industries non médicales. C'est désormais un but collectif que l'on retrouve au travail, dans les transports, mais aussi dans l'hôtellerie ou l'alimentation. Réduire le risque d'être affaibli par une affection physique ou mentale est désormais une priorité sociétale, elle est prise en compte partout, plus encore que la rentabilité économique. Cette nécessité a aussi transformé la manière dont nous vivons collectivement. Nous avons su nous adapter au rythme de nos populations les plus fragiles, des seniors aux enfants en passant par les malades chroniques. Nous avons collectivement accepté de laisser de côté certaines initiatives individuelles pour nous assurer d'une cohésion forte sur les enjeux de santé. Dans ce même souci de cohésion, les pouvoirs publics ont réussi à encadrer

rapidement et efficacement les innovations médicales, avec un principe de précaution qui a été réévalué afin de ne pas entraver l'innovation, tout en évitant la mise en danger des citoyens ou l'apparition d'inégalités trop fortes. La France et l'Europe ne font pas forcément partie des territoires qui intègrent le plus rapidement les dernières avancées médicales et technologiques liées à la santé, mais elles sont reconnues pour le faire de manière sûre et inclusive. Et si certains milliardaires vont encore aux États-Unis ou en Asie du Sud pour tester des innovations de pointe, cela reste un phénomène marginal ; l'ensemble de la population fait désormais corps autour du modèle de sécurité médicale et sanitaire qu'assure la France.

Futur « omega » : le « libertarianisme » médical

Dans ce futur, aucune politique d'anticipation n'a été menée pour réinventer le système de santé, seulement des coupes budgétaires de plus en plus régulières. Le système de santé a fini par implorer sous la pression budgétaire et politique. Désormais, le système de santé « officiel » ne couvre plus que les urgences absolues et les pandémies majeures, de manière défensive et réactive. Ce système public n'est plus constitué que d'un réseau très réduit de médecins, pharmacies et hôpitaux publics, où l'on se bouscule, et qui n'offre qu'une expérience rudimentaire. Face à l'explosion du nombre de déserts médicaux sur le territoire tout entier, les jeunes médecins sont désormais incités, voire obligés, de s'installer dans ces zones, entraînant une diminution des candidats aux études de médecine. Dans certaines zones éloignées ou particulièrement sensibles, ce système est même parfois confié à l'armée. Pour tenter de garder le contrôle de la situation, l'État a mis en place une véritable « prohibition douce » vis-à-vis des comportements individuels. Désormais, les comportements individuels sont cadrés par des préconisations financières de la part du gouvernement qui visent à réduire les comportements à risques et à *nudger*¹ les pratiques de chacun pour les rendre

1. Le *nudge* est une tendance de neuro-marketing qui a inspiré les politiques publiques au début du XXI^e siècle. Elle vise à utiliser les sciences comportementales pour orienter les comportements de ses citoyens vers des comportements plus vertueux, souvent sans qu'ils ne s'en aperçoivent.

plus vertueuses. En dehors de ce système public minimal, aucun autre commun médical n'existe en France, et chacun est livré à soi-même pour se soigner. Une grande partie de la population active fait appel à des assurances privées, qui couvrent elles aussi un périmètre toujours plus restreint de soins pour rester rentables. Ces assurances sont désormais la seule ressource pour se soigner au quotidien de manière abordable et pour éviter une urgence. Faisant face à un équilibre financier fragile, ces assureurs désormais extrêmement puissants ont mis en place des systèmes de bonus/malus, rendus possibles par le traçage de chacun *via* la technologie, et qui sanctionnent les mauvais comportements, voire excluent les pires clients qui mettent en danger le collectif. Cette privatisation de la santé a entraîné un système d'entente entre les assureurs et d'autres acteurs privés, comme les laboratoires pharmaceutiques ou certains réseaux médicaux. Ils ont mis en place des partenariats spécifiques permettant aux clients de certains assureurs d'accéder à certains traitements en priorité. Désormais, on se rend dans les réseaux médicaux liés à son assureur

et aucun autre, même si cela implique des déplacements plus importants. Ces collusions ont renforcé la défiance de la majorité de la population envers la médecine moderne et de plus en plus d'individus la rejettent au profit d'une médecine plus traditionnelle, faisant appel à de nouveaux chamans et experts auto-proclamés sur les réseaux sociaux. Ceci, *in fine*, renforce le cercle vicieux et accroît la demande pour le système hospitalier « de dernière chance », souvent dans des situations critiques difficilement guérissables. Une petite part aisée de la population parvient à s'affranchir financièrement de ces contraintes et vit une expérience médicale haut de gamme et protégée. Celle-ci est désormais intégrée dans leur quotidien et leurs lieux de vie, à l'instar de cliniques privées au sein d'hôtels de luxe ou d'assistants de diagnostic au sein de lounges d'aéroport. Ils sont souvent les seuls à bénéficier des derniers développements médico-scientifiques et à accéder à des ressources pures et propres, ce qui a créé une véritable rupture dans l'espérance de vie entre eux et la majorité.

Quelle place pour un quart de la population ?



Les perspectives

Défi démographique et nouvelle place donnée aux seniors

En 2040 en France, plus d'une personne sur quatre devrait avoir plus de 65 ans¹. Plus marquant encore, plus d'une personne sur sept aura plus de 75 ans. À l'inverse, la part de la population de moins de 59 ans sera en baisse². Ces dernières décennies, les seniors étaient considérés comme étant en dehors de la société active, et cantonnés au repos, aux loisirs et aux soins. Mais demain, dans une société où les seniors seront plus nombreux et mieux portants, et pour faire face aux nouveaux enjeux majeurs à affronter, il ne sera plus possible d'ignorer ce quart de la population.

C'est par exemple dans l'entreprise que ce segment de la population devra retrouver une place. Une grande partie de ces seniors voudront (ou devront pour des raisons financières, voir chapitre 3) poursuivre une activité rémunérée. Au-delà de simples contrats spéciaux « seniors », comme il en est question actuellement dans plusieurs pays, l'intégration dans l'entreprise de profils seniors sera une réflexion fondamentale à mener dans les années qui viennent. Ces emplois « senior-compatibles » devront être pensés et aménagés pour faire face à la réalité d'une population dont les capacités cognitives et motrices déclinent, mais qui a encore beaucoup à apporter au collectif. Il faudra imaginer de nouvelles tâches pour ces populations qui auront travaillé pendant des décennies, comme le « mentorat », lorsque l'on sait que certains métiers ou savoir-faire, parfois critiques, sont en voie de disparition. Le cadre du travail lui aussi devra être bouleversé pour assurer la bonne adaptation à ce contexte. La place de la formation continue, les horaires de travail, le travail à temps partiel, l'usage de la technologie, le déplacement physique vers les bureaux, la réinvention du lieu de travail, les attentes et les facteurs

d'évaluation..., toutes les dimensions de l'entreprise devront s'adapter aux usages et exigences de cette population.

Au-delà de l'entreprise, c'est la place d'un groupe qui peut encore être actif et contribuer à la société qui devra être repensé. Aujourd'hui, les jeunes retraités jouent un rôle important, de par leur implication dans le milieu associatif comme au sein de la famille (garde d'enfants pour parents actifs, etc.). Ces tâches, souvent invisibles car non comptabilisées dans l'emploi et l'économie traditionnels, devront être mieux promues et encadrées, pour ne pas risquer de marginaliser le quart de la population qui est sorti du monde économique traditionnel et lui donner une place valorisante et engageante. Ce travail permettra de lutter contre un possible sentiment d'inutilité ou d'isolement des seniors, lorsque l'on sait qu'aujourd'hui près d'un quart des plus de 60 ans déclarent n'avoir personne avec qui discuter de sujets personnels³. Ceci impliquera un effort collectif, au travers de formations, d'innovations, mais aussi de patience et d'attention à l'autre, qui pourrait en réalité être bénéfique pour tous.

Changer la société pour devenir senior-attentif

Au-delà du fait de trouver la juste place pour cette catégorie dans la société de demain, la population dans son ensemble devra évoluer pour s'adapter à cette nouvelle donne démographique. Nos manières de vivre, nos temporalités, nos priorités évolueront, car elles seront définies par l'importance et la place que prennent les seniors. Après avoir été mis à l'écart d'une société toujours plus rapide et performante, ce sont eux qui lui donneront demain son rythme.

L'espace public, par exemple, devra évoluer pour s'adapter à ce nouveau contexte. Des infrastructures à l'urbanisme, notre quotidien pourrait être transformé : accès facilités, développement du

1. « Tableaux de l'économie française », Insee, 2020.

2. *Projections de population 2013-2070 pour la France*, Insee Résultats, 2016.

3. « Baromètre Solitude et isolement des personnes âgées en France en 2021 », Petits Frères des pauvres, 30 septembre 2021.

sans-contact et disparition des mouvements requérant force ou dextérité, signalisation plus visible, sonorisation amplifiée, position assise devenue prédominante... Au-delà de l'espace physique, le recours à certaines fonctions cognitives pourrait reculer pour faciliter le quotidien des seniors : importance de la mémoire, besoin d'attention, capacités visuo-spatiales pour se repérer, cognition sociale... Cette nouvelle expérience de vie, physique comme digitale, optimisée pour ce public, pourrait à l'inverse entraver le développement d'autres groupes d'âge, qui n'auraient plus l'occasion d'utiliser et de renforcer leurs propres fonctions cognitives, ce qui les rendrait d'autant plus dépendants à long terme vis-à-vis de l'infrastructure ou de la technologie.

Cette évolution pourrait ralentir l'accélération constante de nos sociétés, réduire la place de l'économie et de la tyrannie du « marché » dans notre quotidien, au profit du *care* et de l'entraide. Cependant, elle pourrait à l'inverse également générer une préférence pour la sécurité plutôt que pour la liberté et réduire l'innovation ou l'envie de changement au profit du désir de stabilité ou d'un plus grand conservatisme. Ce nouvel âge inversé ne marginaliserait plus les seniors comme c'est le cas aujourd'hui, mais au contraire les plus jeunes, qui ne trouveraient plus dans cette société visant la sécurité et le confort les moyens de se développer et de s'épanouir. Le fait de vivre, par exemple, dans une société qui favoriserait un hygiénisme fort pour préserver les plus âgés empêcherait les plus jeunes de renforcer leurs défenses immunitaires, ou tout simplement de vivre librement. Cette évolution, si elle n'est pas équilibrée, pourrait distendre, *in fine*, les liens intergénérationnels, voire accroître les tensions.

Se posera donc la question de la réaction de la société face à ces changements. Déciderons-nous de tenter d'intégrer coûte que coûte ces populations au sein de la société afin de maintenir un lien intergénérationnel quotidien, avec le risque d'avoir à investir massivement pour adapter nos usages et d'être confrontés à des débats de fond sur les inégalités que cela pourrait entraîner ? Ou préférerons-nous concentrer nos efforts sur le développement de zones

ou régions adaptées, de « villages de seniors » comme il en existe dans d'autres pays, afin de protéger ces populations et de leur assurer un quotidien agréable, loin des vicissitudes modernes, mais en courant alors le risque de créer une rupture totale entre les seniors et le reste de la population française ?

En réaction à l'impact économique et sociétal du vieillissement de la population, plusieurs options pourraient émerger pour assurer un renouvellement des générations. Dans un nombre croissant de territoires « délaissés », la mise en place de politiques attractives pour inciter les plus jeunes à s'y installer pourrait devenir la norme. Ces politiques pourraient aller jusqu'à favoriser l'accueil de migrants étrangers qui seraient dorénavant bienvenus et bénéficieraient d'un traitement préférentiel, ce qui créerait une nouvelle compétition entre les pays pour attirer les meilleurs candidats. À l'inverse, d'autres pays, effrayés par des théories déclinistes comme celle du « grand remplacement », pourraient faire le choix de fermer les frontières et d'adopter des politiques natalistes agressives, au risque de rester dans un entre-soi vieillissant, de mettre en péril leur développement économique et de fragiliser leur société.

La dépendance au cœur de notre société

Loin de la vision binaire que nous avons aujourd'hui, opposant « actifs » et « seniors », cette population est composée de plusieurs catégories très diverses. Alors que certains pourront profiter d'une société qui se met à leur rythme, une partie croissante de ces seniors auront atteint le grand âge, seront en situation de dépendance et auront besoin d'une attention particulière. En 2050, 4 millions de seniors pourraient être en perte d'autonomie, soit une augmentation de 60 % par rapport à 2016¹. Face à cette évolution, la hausse d'ouverture de places en Ehpad devra passer de 18 % durant la décennie 2020 à 35 % dans la décennie suivante⁸¹. Un tel développement paraît difficilement envisageable, notamment dans un contexte de défiance croissante envers le modèle actuel des Ehpad. D'autres solutions devront

1. 4 millions de seniors seraient en perte d'autonomie en 2050, Insee Première, 25 juillet 2019.

donc être pensées pour accompagner la dépendance des individus.

Au-delà de l'impact direct sur les seniors, cette évolution de la dépendance aura aussi un impact sociétal caché, car elle requerra une implication toujours plus importante des aidants. Aujourd'hui, les 15 millions d'aidants en France, qui soutiennent quotidiennement l'un de leurs proches devenu dépendant en raison de son âge, d'un handicap ou d'une maladie, font partie de sa famille dans 86 % des cas. Ces aidants, encore peu visibles ou accompagnés, dénoncent le manque de temps, la fatigue physique ou la complexité des démarches administratives que leur rôle implique, qui a un impact direct sur leur quotidien et la société dans son ensemble. Demain, si le nombre de dépendants explose, celui des aidants risque lui aussi de devoir croître massivement et leur situation devra être abordée de manière collective.

Pour répondre à ces enjeux, la vision binaire entre senior actif et senior dépendant pourrait laisser place à des logiques d'accompagnement progressif dans des parcours de dépendance. Cela passerait par le développement de solutions pour le maintien à domicile (quand 92 % des Français disent souhaiter vieillir à leur domicile¹), par la multiplication de résidences autonomes ou évolutives (où l'accompagnement s'adapterait à la dépendance de chacun et reposerait sur l'entraide entre seniors en amont d'une approche médicalisée), et par une réinvention du modèle d'hébergement pour les personnes véritablement dépendantes qui nécessitent un accompagnement médical poussé – en dehors de la seule logique mercantile. Cette évolution du contexte de la dépendance favorisera le développement de nouveaux métiers et d'une économie du *care*, qui devront être vus comme une opportunité pour tous et orchestrés dès maintenant par les pouvoirs publics en partenariat avec les entreprises, les associations et l'ensemble de la société. Dans ce nouveau monde de *care* empathique, la fin de vie ne sera plus taboue, pourra être demandée par chacun et sera encadrée par des personnels médicaux volontaires, quelle que soit la situation du patient. C'est désor-

mais le patient qui pourra effectuer ces démarches, pour assurer une politique de liberté et de choix individuels, jusque dans son décès.

Les scénarios futurs

Le futur « alpha » : la France « keiro »

Dans ce futur, nous avons assez tôt pris la mesure du changement profond de société qu'impliquait le vieillissement de la population. Inspirés du terme japonais *keiro*, qui signifie « respect pour les personnes âgées » et dont la sonorité évoque le *care*, nous avons mis en place une politique nationale visant à replacer nos aînés au cœur de la société française et à traiter la dépendance avec dignité et efficacité. La vieillesse n'est désormais plus vue comme simplement la fin de la vie et nous ne marginalisons plus les seniors passés un certain âge. Elle est désormais abordée comme un parcours individuel et personnalisé, de l'activité à la dépendance et chaque étape est pensée afin de maximiser l'autonomie et la socialisation de chacun.

On cherche tout d'abord à conserver les seniors en activité aussi longtemps qu'ils le souhaitent et qu'ils le peuvent. Cette activité peut être économique tout d'abord, avec le monde de l'entreprise qui s'est réinventé pour donner une véritable place aux seniors, permettant d'accompagner la formation ou la reconversion d'individus après 50 ans pour s'assurer qu'ils effectuent une tâche qui est encore possible pour eux, et qui leur plaise. Après avoir été testées dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire, ces pratiques sont désormais encouragées par l'État, qui a mis en place un système de bonus/malus fiscal dans toutes les entreprises, pour parvenir à réellement garder et intégrer ces populations plus fragiles dans l'emploi. Mais cette activité des seniors n'est pas qu'économique. Leur place dans la société passe aussi par l'économie informelle

1. Étude sur les attentes des seniors en matière de lieu de vie, Ifop pour Arpavie, 5 décembre 2023.

et par l'aide apportée aux autres générations. Les pouvoirs publics ont mis en place des compensations financières et matérielles pour les seniors qui s'investissent dans leur communauté : le tutorat et l'enseignement pour les plus jeunes, la gestion de coopératives agricoles urbaines qui fournissent des produits frais aux écoles et marchés communautaires, etc.

La technologie a été essentielle dans cette politique d'autonomie des seniors. Elle a permis le développement de la santé connectée, où chacun peut suivre son état de santé et être alerté en cas de besoin. L'IA et la robotique ont aussi permis de mieux accompagner les seniors dans les tâches quotidiennes et les prises de décision, afin qu'ils puissent demeurer le plus longtemps possible chez eux. Dans l'espace public également, la technologie accompagne les seniors et leur assure une aide et une assistance individuelle pour faire face au déclin de leurs fonctions cognitives au quotidien.

Lorsque les seniors sont en situation de dépendance, il existe désormais des crédits d'impôts pour les familles qui choisissent de vivre avec leurs aînés, et des subventions pour l'adaptation des maisons. Les aidants sont désormais accompagnés par des « aidants-partenaires », des professionnels qui les soutiennent dans la gestion de leurs aînés dépendants. Ils bénéficient aussi d'un certain temps libre négocié avec leur employeur, un « arrêt senior » flexible, inspiré des traditionnels arrêts maladie. Des programmes de mentorat entre seniors et adolescents sont aussi développés et partiellement financés par l'État, afin de réduire l'isolement et de favoriser le développement de chacun et du vivre-ensemble. Cette politique de prévention a permis de réduire les coûts de l'accompagnement des seniors et de retrouver un équilibre budgétaire vis-à-vis du vieillissement de la population.

Lorsque les seniors ne peuvent plus être pris en charge chez eux, ils peuvent rejoindre désormais des « logements de vie », des espaces d'habitation individuels qui ne ressemblent plus à des hôpitaux, mais à des unités résidentielles. Plusieurs formats existent en fonction du besoin de prise en charge et de la sécurité nécessaire, et ces espaces sont modulables, pour s'adapter à la médicalisation croissante sans nécessiter de nouveaux déménagements pour

le senior, afin de ne pas le « déraciner » dans son parcours de vieillesse. Ces logements de vie ne sont plus isolés, mais intégrés à la communauté locale. Ils peuvent être par exemple rapprochés d'une école, où certaines matières scolaires ou activités extra-scolaires sont encadrées par les résidents. La fin de vie est également à l'initiative de chacun et suit des procédures encadrées et graduelles, quand chaque senior estime lui-même que son parcours de vieillesse doit s'arrêter.

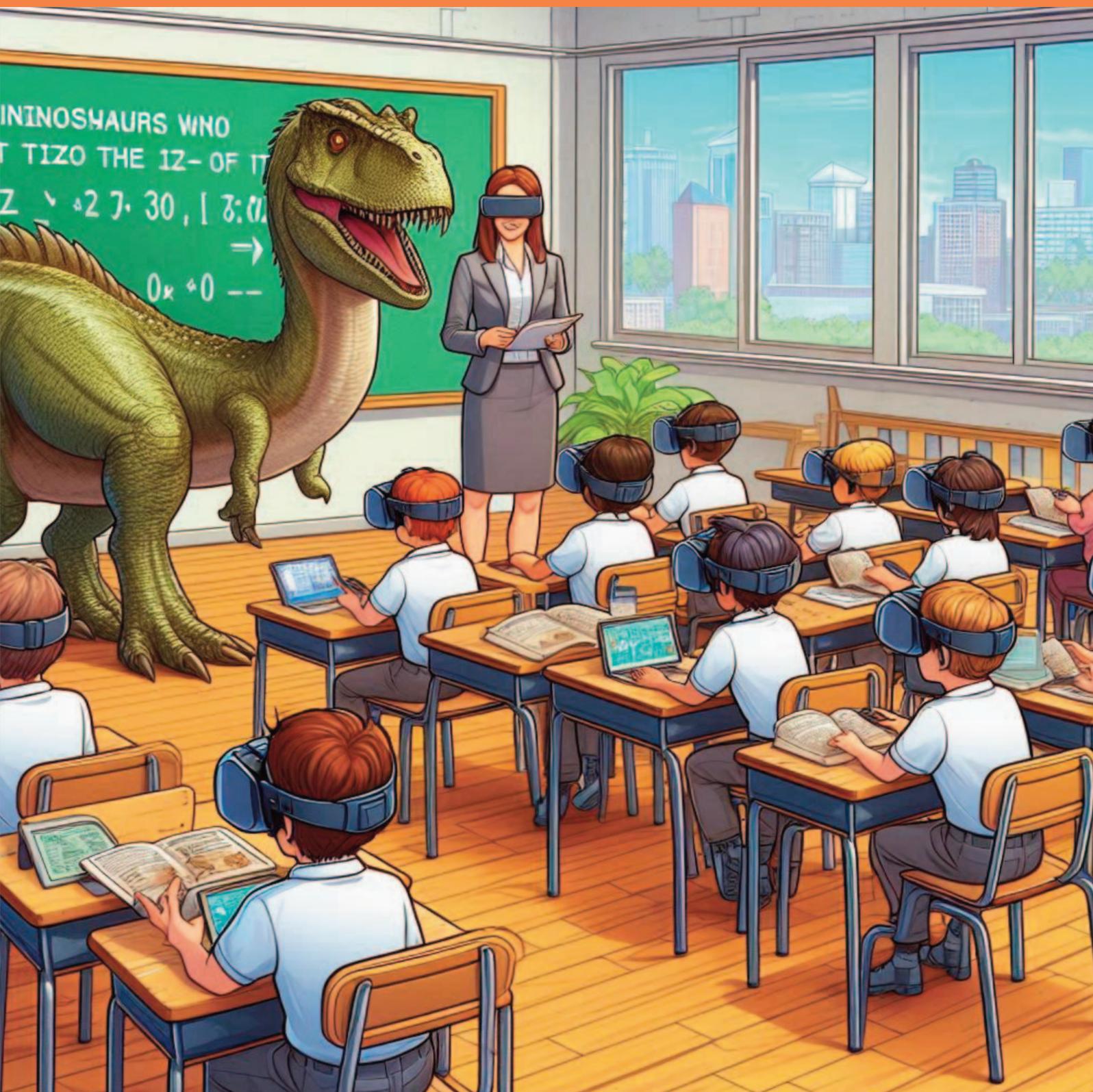
Le futur « omega » : l'obsolescence jeuniste

Dans ce futur, nous n'avons pas réussi à faire face à l'évolution de la pyramide des âges avant qu'il ne soit trop tard. Face au vieillissement de la population, nous sommes désormais obsédés collectivement par la jeunesse et la natalité. Le gouvernement a mis en place une forte politique nataliste coûteuse, ainsi que de nombreuses communications et initiatives sociétales à la gloire de la jeunesse. Les fonds destinés hier aux seniors se réduisent, réorientés vers la jeunesse et la population active. Même la loi change, désormais, les individus ne sont plus responsables légalement de leurs parents, afin de concentrer leurs efforts sur eux-mêmes et sur leurs difficultés quotidiennes. Cet accent mis sur la jeunesse a eu tendance à marginaliser les seniors, à qui on renvoie l'image d'individus inutiles et vivant au crochet de la société. Victimes d'insultes, voire d'actes de violence, ils ont eu eux-mêmes tendance à s'isoler et vivre en retrait. Certains demeurent invisibles et repliés, ayant de plus en plus de mal à évoluer dans un univers de moins en moins accessible et sécurisé pour eux. D'autres vivent dans des communautés fermées, loin des centres urbains et des autres générations, souvent en autonomie et en s'entraïdant. Ces populations, qui, hier encore, étaient respectées et au cœur de la communauté se retrouvent seules, avec peu ou pas de soutien. Le reste de la population pâtit aussi en réalité de cette marginalisation. La disparition du rôle de ces aînés, qui gardaient fréquemment les enfants des parents occupés ou s'engageaient dans l'associatif, a réduit les liens entre individus et a renforcé la charge mentale et la non-disponibilité des actifs.

Le coût sociétal est également immense du fait de la perte des connaissances et des traditions qui ne sont plus transmises. Certains métiers, expertises ou compétences ont désormais complètement disparu. Des volontaires militants cherchent tout de même à garder le contact avec les aînés, grâce à des maraudes et des appels téléphoniques de soutien. Ce sont souvent ces militants, seuls attentifs, qui inscrivent les seniors dans les Ehpad, lorsque ceux-ci ne peuvent plus être autonomes. Dans les communautés du troisième âge, on cherche à reculer le plus possible l'installation en Ehpad, car on sait ce qui les attend dans ces lieux. Lorsque la situation devient critique, on organise une symbolique dernière célébration, appelée « le départ », avant de demander une place dans ces institutions de fin de vie. Les Ehpad, autrefois refuges de soins et de dignité, sont désormais sous-financés et négligés et

sont devenus des lieux d'abandon. Le personnel, en nombre insuffisant et mal formé, y est incapable de fournir les soins nécessaires. Les infrastructures se détériorent, les conditions de vie sont mauvaises et les actes de maltraitance se multiplient. Des scandales éclatent régulièrement, des promesses politiques sont faites, mais elles sont rapidement oubliées au profit d'autres sujets perçus comme plus urgents. Les familles, éloignées, souvent honteuses car conscientes de la situation en Ehpad, préoccupées par leurs propres difficultés économiques, rendent rarement visite à leurs aînés. Pour beaucoup de seniors, leur vie s'arrête en réalité avant d'entrer en Ehpad, où ils se laissent souvent dépérir. Personne ne survit très longtemps en réalité dans ces lieux, ce qui renforce leur réputation de véritables mouiroirs.

La naissance d'une nouvelle éducation équitable et citoyenne



Les perspectives

Quelles compétences inculquer demain ?

85 % des métiers de 2030 n'existent pas encore¹. Dans un monde en profonde mutation, l'éducation sera essentielle pour préparer les individus à occuper une place centrale et déterminante dans le futur. Mais pour accompagner la transformation de nos sociétés et rester pertinente dans ce nouveau paradigme, l'éducation devra être repensée en profondeur. En 2040, le savoir brut sera devenu une commodité, il sera disponible partout, en abondance et non vérifié. De même, la technologie sera devenue plus puissante et pertinente que l'humain pour un grand nombre de tâches d'analyse, de recherche et de création. L'éducation initiale, comme la formation continue tout au long de la vie, devra prendre en compte cette nouvelle donne pour éduquer les citoyens. De nouvelles compétences seront dès lors nécessaires et appartiendront davantage aux *soft skills* plutôt qu'aux *hard skills* enseignés aujourd'hui. Ces compétences cruciales pour demain pourraient être résumées en trois catégories : celles relevant de la « tête » (comme la pensée critique, la prise de hauteur, l'adaptation et la flexibilité, ou la créativité réelle au-delà de la réinterprétation...), du « cœur » (intelligence émotionnelle, empathie, collaboration...) et du « corps » (artisanat, reconnexion avec la nature, geste physique impossible à réaliser par une machine...). Ces nouvelles compétences seront le passeport pour la réussite dans un monde incertain et changeant, loin de celles inculquées aujourd'hui aux enfants et adolescents qui reposent encore principalement sur la mémorisation d'informations et l'analyse quotidienne de données brutes.

Néanmoins, derrière cette nouvelle donne se cachent des arbitrages importants sur lesquels nous devons statuer collectivement en tant que société. Au-delà de la volonté de constamment ajouter de

nouveaux apprentissages pour les jeunes Français, dont la durée de la journée d'école bat déjà des records², il s'agira demain de définir collectivement ce qui est le plus important à apprendre. Le bon équilibre devra être trouvé entre différentes tensions, dont quelques premiers exemples sont les suivants. Est-ce que nous privilégierons des apprentissages assurant une efficacité et une utilité concrète quotidienne ? Dans ce cas, nous préparerons des individus qui s'inséreraient parfaitement dans le monde économique de demain, mais ne disposeraient plus de savoirs traditionnels, comme l'orthographe ou les mathématiques, au risque de devenir totalement dépendants de la technologie et des usages modernes et incapables de mobiliser ces savoirs en cas de panne ou de cyberattaque. À l'inverse, choisirons-nous de conserver un apprentissage intemporel et conceptuel, dont les codes classiques sont hérités du passé, au risque de former des individus à des savoirs qui apparaîtraient anachroniques et redondants par rapport aux outils technologiques actuels ? Dans ce cas, on laisserait, par exemple, l'apprentissage des nouvelles technologies au choix de chacun, sur son temps libre, avec le risque d'engendrer de nouvelles inégalités. En outre, faudra-t-il passer du temps à inculquer les usages technologiques d'aujourd'hui, alors que cet apprentissage se retrouvera peut-être vite dépassé, ou mettre les efforts ailleurs, au risque de voir de jeunes générations faire face à l'illectronisme (voir chapitre 4) ? Enfin, dans un monde futur complexe et changeant, vaut-il mieux préparer les individus à l'adaptabilité et la flexibilité, en sachant qu'ils risqueraient de passer à côté d'expertises techniques qui ne seraient plus transmises, ou bien plutôt les former sur des expertises de pointe, vues comme stratégiques pour demain, en prenant le risque de les enfermer dans des expertises en silo qui pourraient être rapidement dépassées ? Face à l'absence de réponses évidentes ou déterminantes, chaque communauté devra réaliser ses propres arbitrages, ce qui dessinera peut-être de nouvelles inégalités entre les pays, mais aussi au sein de la société française.

1. Étude Dell et Institut pour le futur citée dans « Une étude affirme que 85 % des emplois de 2030 n'existent pas aujourd'hui », *Le Figaro*, 17 juillet 2017.
2. En France, le temps d'instruction obligatoire dans le primaire et le début du secondaire atteint 8 192 heures sur neuf ans, soit plus que la moyenne de l'OCDE, qui est de 7 634 heures sur la même période. Voir *Regards sur l'éducation*, OCDE, 21 décembre 2023.

L'apprentissage continu et expérientiel

Au-delà de la question des compétences, c'est le format même de l'éducation et de la formation qui sera amené à évoluer dans les décennies qui viennent. C'est tout d'abord l'unité de temps de la formation qui sera questionnée. Aujourd'hui, l'éducation et la formation occupent essentiellement la première partie de la vie d'un individu, avant de presque disparaître pour le reste de son existence. Demain, face aux transformations permanentes de la société, la formation sera présente de manière constante dans la vie des individus. Il sera peut-être possible de démarrer plus rapidement sa vie active, pour ensuite vivre des années de retour à la formation durant sa vie adulte, au gré de l'apparition et de disparition de métiers ou des reconversions voulues ou subies. Ce flou croissant entre période de formation et période d'emploi facilitera l'intégration dans les entreprises et renforcera pour certains encore la possible liquéfaction du monde du travail (voir chapitre 6). Face à une main-d'œuvre plus rare du fait du vieillissement de la population (voir chapitre 8) et de l'importance que va prendre la technologie dans le monde du travail, les entreprises vont adopter une posture beaucoup plus proactive envers ceux qu'ils considèrent comme des talents à attirer, allant parfois jusqu'à les repérer dans certains cursus clés et à financer leur formation, avant de tout faire pour les fidéliser au cours de leur carrière. Cette tendance est déjà présente dans certains cursus d'élite, mais elle pourrait se généraliser demain et toucher par exemple de plus en plus de métiers manuels.

Ce besoin permanent d'apprentissage et de flexibilité créera aussi de nouvelles inégalités, entre ceux qui navigueront aisément parmi ces injonctions et ceux qui subiront cette nouvelle situation du travail (voir chapitre 6). Tout sera mis en œuvre par les organismes de formation et les pouvoirs publics pour

accompagner ces transformations et rendre l'apprentissage plus aisé et agréable. Pour éviter de laisser des pans entiers de la société sur le bord de la route, leur rôle sera notamment de réduire la charge mentale et le possible épuisement de chacun face à cette vie passée à rechercher la performance et à vouloir devenir entrepreneur de sa carrière. Pour que l'apprentissage soit plus attractif et efficace, il prendra des formes de moins en moins théoriques, pour devenir de plus en plus personnalisé, expérientiel et ludique.

La technologie et l'IA permettront de personnaliser le parcours et l'avancement de chacun dans son processus de formation pour être au plus proche de son apprentissage et de ses difficultés. Avec cette personnalisation croissante, il s'agira tout de même de veiller à ne pas perdre la dimension collective et socialisante de l'enseignement, dans un monde où l'entraide et la collaboration deviendront des compétences essentielles à développer.

La science pédagogique évoluant, il est désormais prouvé que l'expérimentation directe permet une bien meilleure compréhension et fixe la mémoire d'un apprentissage¹. Demain, il s'agira dès lors de sortir l'individu de la salle de classe (en réalité ou en simulation grâce à la technologie) pour expérimenter et essayer de manière autonome ou collective les apprentissages. Cette formation basée sur l'expérience s'accompagnera d'une croissance de la « gamification » des savoirs, également constatée comme plus efficace pour les apprenants². Déjà plébiscitée aujourd'hui de manière presque unanime³, ce nouveau type de formation ludique pourrait demain renforcer le désir d'apprendre. Malgré tout, en brouillant les frontières avec le domaine du divertissement, il conviendra de s'assurer que le savoir inculqué reste pertinent, qu'il ne relativise pas toutes les informations et que le niveau de ces nouveaux parcours de formation demeure encadré et suivi.

1. Les informations acquises par la pratique restent en mémoire plus longtemps que celles acquises par la seule théorie (68 % contre 29 % après deux semaines), voir *5 Benefits Of Experiential Learning In The Workplace*, Edgepoint Learning, 2022.
2. Le marché mondial de la gamification dans l'éducation devrait atteindre 11 milliards de dollars d'ici à 2030, voir *Market Research Report, The Brainy Insights*, mai 2022.
3. 87 % des employés affirment qu'une formation par le jeu les rendrait plus productifs, voir *Pourquoi la Gamification gagne du terrain en entreprise ?*, Inovapolis, 23 octobre 2020.

De l'égalité à l'équité, une éducation mixte et réussie pour tous

L'école elle-même est devenue aujourd'hui un lieu qui perpétue et amplifie les inégalités, sous couvert d'égalité de traitement. Elle devra donc être réinventée pour retrouver son objectif d'émancipation de l'individu et de terreau du collectif. Au sein de la société française de 2040 explorée dans cette étude, dans laquelle le vivre-ensemble et la cohésion pourraient être mis à mal, l'éducation et la culture joueront un rôle de réunificateur, renouant avec les espoirs formulés par les philosophes des Lumières il y a plus de deux siècles. L'enjeu d'une éducation inclusive sera crucial demain afin d'assurer une réelle équité entre les individus, quels que soient leur origine ou leur niveau. Cette équité impliquera de passer d'une politique d'égalité des traitements à une véritable politique d'égalité des chances, en acceptant de différencier le traitement des élèves. Certaines mesures temporaires « choc » pourraient être prises afin d'obtenir cette équité future, comme une plus grande décentralisation de la prise de décision et une véritable autonomie des écoles selon les besoins locaux.

L'objectif de cette équité sera de mieux transmettre les savoirs communs pour affronter sereinement les enjeux qui forgeront les citoyens de demain : éducation civique, citoyenneté numérique, éducation interculturelle, inclusion de la diversité physique ou mentale, éthique de la décision, connexion avec le vivant... Cet objectif commun impliquera des parcours parfois très différents d'apprentissage, permettra, *in fine*, de retrouver des communs conceptuels et des savoirs partagés afin de réduire le risque de rupture entre les communautés (voir chapitre 5). Cette approche de l'éducation transformera la figure du professeur, qui passera d'une posture d'autorité verticale à une posture plus horizontale, de mentor et de coach pour sa classe et ses élèves, assurant l'échange, la discussion et le collectif. La place et le rôle des parents seront essentiels dans cette nouvelle politique d'équité, ceux-ci seront sollicités dans la démarche afin qu'elle soit réellement efficace.

Enfin, l'importance de la compétition dans l'éducation pourrait laisser place à une véritable collaboration au sein de la classe, mais aussi à des rencontres

plus fréquentes entre différents quartiers et territoires, dans un objectif de plus grande connaissance de l'autre et de mixité. Au-delà d'un traitement différencié pour assurer la réussite de chacun, la question de la mixité à l'école devra donc aussi être traitée pour éviter que ne s'installe pas un système à deux vitesses, qui crée une France où les différentes populations ne se croisent jamais.

Cette logique d'équité devra ensuite être présente tout au long de la formation continue des individus, orchestrée par l'État ou les entreprises, avec la capacité d'acquérir ou d'actualiser sa maîtrise du socle fondamental de connaissances et de l'adapter aux nouveaux usages, le tout en créant du commun entre différents groupes sociaux. Cela pourrait passer notamment par des *serious games* sur l'analyse des données en ligne, ou une journée d'empathie où l'on pourrait expérimenter en jeu de rôles certains préjugés ou discriminations. La culture jouera également un rôle clé dans cette démarche, véhiculant des imaginaires collectifs et inclusifs partagés par tous et redevenant le créateur de marqueurs forts qui réunissent une société autour de valeurs, mais aussi d'émotions communes.

Les scénarios futurs

Le futur « alpha » : l'équité éducative

En 2040, la France a réussi une transformation profonde de son système éducatif, en y intégrant les compétences nécessaires pour la société de demain. Les réformes ambitieuses et les innovations technologiques ont permis de créer un modèle éducatif préparant efficacement les citoyens à un monde en constante évolution, tout en favorisant l'inclusion et l'équité.

Les savoirs enseignés en 2040 vont au-delà des matières traditionnelles. L'éducation se concentre désormais sur des compétences transversales, comme la pensée critique, la créativité, la collaboration et la résolution de problèmes complexes. Les élèves apprennent également des compétences techniques avancées, telles que la programmation,

l'analyse de données et la cybersécurité, répondant aux besoins d'une économie de plus en plus numérique. Par exemple, on ne demande plus aux collégiens de rédiger des fiches sur les grandes figures de l'Histoire, mais de corriger une fiche qu'aurait pu produire l'IA, où le professeur a glissé des erreurs. La technologie joue un rôle central, mais équilibré dans l'éducation. Les écoles utilisent des plateformes d'apprentissage personnalisées alimentées par l'IA, qui adaptent le contenu pédagogique aux besoins individuels des élèves. Cependant, une formation rigoureuse en littérature numérique est intégrée au programme d'étude pour s'assurer que les élèves ne deviennent pas dépendants de la technologie, mais l'utilisent de manière critique et éthique. Par exemple, des cours sur la sécurité numérique et la gestion de la vie privée sont obligatoires et les élèves participent à des ateliers pratiques sur une utilisation responsable des réseaux sociaux.

L'éducation en France en 2040 est devenue un processus continu, avec des formats réinventés qui la rendent plus expérientielle et ludique. Les formations sont modulaires et accessibles à toutes les étapes de la vie, permettant à chaque citoyen de se former ou de se reconverter selon les évolutions de sa carrière ou ses intérêts personnels. Des plateformes en ligne offrent des cours interactifs avec des simulations, des *serious games* et de la réalité virtuelle. Par exemple, des élèves de lycée travaillent sur un projet collaboratif utilisant la réalité augmentée pour recréer les batailles de la Seconde Guerre mondiale, intégrant histoire, technologie et compétences de présentation. De même, un professionnel de la santé peut suivre un module de formation en réalité virtuelle sur les nouvelles technologies médicales, tout en continuant à travailler.

Les inégalités dans l'éducation ont été largement combattues grâce à des politiques inclusives et des investissements ciblés. Les écoles, devenues des lieux de mixité, sont équipées de ressources adéquates pour soutenir tous les élèves, y compris ceux issus de milieux défavorisés ou en situation de handicap. Des programmes de mentorat et de tutorat personnalisés aident à combler les écarts de performance au sein d'une même école ou d'une même classe. Par exemple, chaque élève a accès à un mentor virtuel qui suit son parcours et l'aide à surmonter

les difficultés spécifiques. Les établissements scolaires des zones rurales et urbaines disposent des mêmes technologies et des mêmes opportunités, garantissant une éducation de qualité pour tous.

La culture a pris une place centrale dans l'éducation, reconnue comme un moyen essentiel de promouvoir les valeurs communes et l'identité nationale. Les écoles collaborent étroitement avec les institutions culturelles pour intégrer les arts, l'histoire et le patrimoine dans le parcours d'étude. Les élèves participent régulièrement à des visites au musée, des spectacles de théâtre et des projets artistiques communautaires, ce qui renforce leur sensibilité culturelle et leur créativité. Par exemple, un projet national de Journées du patrimoine vivant permet aux élèves de toutes les régions de partager et d'apprendre les traditions locales, favorisant ainsi la création de communs partagés.

En 2040, l'éducation en France est un modèle d'inclusion, d'adaptation et d'engagement culturel, préparant chaque citoyen à contribuer activement à une société dynamique et solidaire. Les réformes ont transformé le paysage éducatif, garantissant que chaque individu, quel que soit son parcours, dispose des outils et des opportunités nécessaires pour réussir dans le monde de demain.

Le futur « omega » : la dépendance cognitive

En 2040, le système éducatif français n'a pas réussi à se réinventer, ce qui a entraîné une déconnexion alarmante entre les savoirs enseignés et la réalité quotidienne des individus. Les programmes scolaires, inchangés depuis des décennies, se concentrent sur des connaissances théoriques et obsolètes, sans pertinence pour les défis contemporains. Les élèves, confrontés à un apprentissage décontextualisé, éprouvent une démotivation croissante. Face à cette inadéquation, la technologie est devenue le refuge principal d'acquisition de savoirs et de compétences. Les élèves, incapables de trouver de la valeur dans les cours traditionnels, se tournent vers les moteurs de recherche et les applications éducatives pour combler leurs lacunes. Cependant, cette dépendance a un coût : lorsqu'une panne ou un bug survient, les individus sont totalement désemparés,

incapables de résoudre des problèmes basiques sans une aide technologique.

L'éducation, perçue comme archaïque, est vue par les jeunes comme un moment anxiogène à surmonter le plus rapidement possible. L'aspiration dominante est de quitter le système scolaire pour se plonger dans la « vie réelle », souvent sans préparation adéquate. Ce désengagement a engendré une génération d'individus mal formés, dépourvus de savoirs fondamentaux et incapables de participer pleinement à la société en tant que citoyens informés. Les jeunes adultes, n'ayant acquis que des compétences superficielles et fragmentées, se trouvent en difficulté dans un monde complexe et interconnecté. Par exemple, dans les entreprises, les jeunes recrues démontrent des lacunes criantes dans les compétences de base, comme la résolution de problèmes et la communication écrite, ce qui entraîne des coûts supplémentaires en formation pour les employeurs.

Cependant, cette situation n'est pas générale. Certains, bénéficiant de ressources et de réseaux privilégiés, parviennent à accéder à une éducation de haute qualité où la mixité n'existe plus. Ces « sachants » sont formés dans des établissements privés prestigieux, où les programmes sont rigoureusement adaptés aux besoins du XXI^e siècle. Ils acquièrent des compétences avancées et un savoir critique, renforçant ainsi leur position dominante. Cette fracture éducative accroît les inégalités sociales et économiques, créant un fossé toujours plus grand entre cette élite éduquée et le reste de la population. Dans certaines familles, les enfants bénéficient de

tuteurs privés et de programmes d'échanges internationaux, acquérant des compétences linguistiques, culturelles et technologiques de haut niveau. Ils sont préparés à devenir les leaders de demain, alors que la majorité de leurs camarades ne disposent que d'une éducation médiocre, les cantonnant à des emplois précaires et à une participation citoyenne limitée.

Le divertissement a supplanté l'éducation et la culture dans la vie quotidienne. Les plateformes de *streaming*, les jeux vidéo et les réseaux sociaux occupent la majeure partie du temps des jeunes, offrant des contenus conçus pour capter l'attention plutôt que pour instruire. Bien que ces médias puissent introduire quelques rudiments de connaissances, ils sont principalement orientés vers le plaisir immédiat, réduisant la capacité des individus à s'engager dans des réflexions profondes ou critiques. Par exemple, des quiz interactifs sur des applications mobiles remplacent les cours d'histoire, simplifiant à l'extrême des événements complexes, ce qui réduit la compréhension globale.

Cette situation a des conséquences graves pour la cohésion sociale et le développement économique du pays. Les inégalités exacerbées créent des tensions sociales et un sentiment d'injustice parmi les citoyens. L'incapacité à s'adapter aux évolutions technologiques et sociales limite l'innovation et la compétitivité de la France sur la scène internationale. La dépendance cognitive à la technologie et aux « sachants » affaiblit la résilience de la société face aux crises, laissant une grande partie de la population vulnérable et désorientée.

Conclusion

À la lecture de ce rapport, une observation s'impose avec netteté : toutes les thématiques abordées sont intrinsèquement liées les unes aux autres et les choix effectués dans un domaine auront un impact décisif sur les autres. Dès lors, il convient de sortir du cloisonnement imposé par le format de cette étude et d'appréhender les problématiques de manière holistique et symbiotique. En réunissant les différents scénarios futurs décrits ici, deux grandes possibilités s'offrent à nous pour les décennies à venir.

Tout d'abord, une première société émerge dans les futurs « alpha ». Cette société « idéale », mais non utopique, aura donné une place centrale au collectif, aux biens communs, à la cohésion, à la mixité et à la défense des plus vulnérables. Pour ce faire, elle aura réduit l'importance de certains cadres actuels, tels que l'économie de marché et l'injonction à la croissance, la société de consommation, la privatisation de l'espace public ou la technologie. Nous aurons appris à être davantage proactifs et résilients pour faire face aux défis qui nous attendent. Les autorités politiques locales, nationales et européennes auront un rôle clé à jouer dans ce futur, pour encadrer et assurer la réussite de chacun, en réduisant notamment les inégalités et la surpuissance du monde économique. Les autres autorités – économiques, médiatiques, spirituelles, etc. – auront aussi une importance non négligeable dans la création d'une société apaisée où le rapport à l'autre n'est plus un facteur de crainte et de rejet, mais plutôt une chance et une opportunité d'enrichissement. Il s'agira également de dépasser certains clivages politiques sur des questions essentielles comme l'écologie, l'investissement dans l'avenir, la place du local, ou le système de santé. . . ., pour se réunir collectivement autour de projets cruciaux transpartisans, dont les décisions ne seront plus soumises à des aléas opportunistes, mais resteront stables dans le temps.

À l'inverse, les futurs « omega » dessinent une société qui n'a pas su dépasser les enjeux et débats du passé, ni entrer pleinement dans le XXI^e siècle. Dans cette société, le marché et l'argent régulent toutes les

activités et demeurent les uniques critères de prise de décision. L'État et le politique sont devenus secondaires et impuissants et le clivage entre individus empêche la création d'un collectif. Nous nous trouvons désormais dans une posture défensive et réactive face à tous les bouleversements du monde et passons notre temps à poser des rustines de circonstance sur des enjeux de fond. Les inégalités de toutes sortes sont exacerbées, ne laissant entrevoir aucune possibilité de vivre ensemble, et nous font passer de la « société du cocon » à la « société du bunker ». Ces futurs donnent à voir une France à multiples vitesses, où chaque communauté et chaque individu cherchent à faire sécession. Nous sommes alors de plus en plus dépendants de la technologie, qui a modelé tous nos usages de manière lente et pernicieuse, sans aucune réaction de notre part, et a pris le contrôle cognitif sur nos êtres.

Une seconde observation est également inscrite au plus profond de cette étude : aucun scénario n'est écrit d'avance. L'urgence se rapproche, mais il est encore temps de prendre conscience des enjeux fondamentaux auxquels nous sommes confrontés. Nous devons aujourd'hui définir collectivement le futur que nous souhaitons pour la France et tracer le chemin permettant d'y parvenir. L'attentisme n'est plus une option et perpétuer des façons obsolètes de voir le monde et d'agir ne réglera rien.

Certes, les autorités politiques jouent un rôle essentiel pour définir le futur vers lequel nous naviguons. Mais c'est aussi le rôle de chaque organisation et de chaque citoyen de se poser ces questions et de contribuer à son échelle à cette entreprise collective. Cela implique de repenser nos modèles de gouvernance à tous les niveaux, du local au global.

Les entreprises ont un rôle crucial à jouer dans cette transformation. Elles doivent intégrer pleinement leur responsabilité sociale et environnementale, non pas comme un exercice de communication, mais comme le cœur de leur stratégie et de leur modèle

économique. Chez The Salmon Consulting, par exemple, nous avons fait le choix d'effectuer ce travail avec certaines des plus grandes entreprises françaises, de les éclairer sur ces enjeux, parfois avec difficulté et malgré certaines résistances.

Cette démarche engagée doit s'étendre à tous les secteurs de la société. Les think tanks, les universités, les associations et les citoyens eux-mêmes doivent s'emparer de ces questions et contribuer à l'élaboration de solutions innovantes.

En conclusion, le choix entre les futurs « alpha » et « omega » n'est pas écrit d'avance. Il dépend de notre capacité collective à prendre conscience des enjeux, à dépasser nos clivages et à agir de manière concertée et visionnaire. C'est un défi immense, mais aussi une opportunité unique de réinventer notre société pour la rendre plus juste, plus durable et plus épanouissante pour tous.

REMERCIEMENTS

Un grand merci à la Fondation Jean-Jaurès et à Jérémie Peltier pour sa confiance dans l'élaboration de cette étude. Merci aux experts sollicités pour leur contribution et leurs précieux conseils.

Merci à toute l'équipe de The Salmon Consulting, cabinet leader en France de prospective, qui a contribué à bâtir le contenu de ce rapport. Merci notamment à Batoul Hassoun pour sa direction depuis près de dix ans, et à Giovanni Laudisa pour sa relecture fine et ses recherches exhaustives.

Merci à nos fidèles clients, avec qui nous explorons quotidiennement l'avenir. C'est grâce à leur confiance que nous parvenons à rendre cette prospective « appliquée », en questionnant le futur de leur business, de leur stratégie, de leur offre ou de leur organisation.

Merci enfin à tous ceux qui ont relu et donné leur avis sur cette étude.

Et surtout à V. et à C. pour leurs précieux conseils et leur accompagnement dans l'ombre.

Table des matières

01	Introduction
04	Climat : une nouvelle ère d'adaptation permanente
10	Besoins fondamentaux : la grande régression
15	Vers une radicalisation des inégalités
20	Une technologie « invisible », qui pourrait prendre l'humain de court
26	Vers une nouvelle pensée de la communauté
31	Un travail liquide pour certains, au détriment des autres ?
37	Un nouvel optimisme médical à plusieurs vitesses
43	Quelle place pour un quart de la population ?
49	La naissance d'une nouvelle éducation équitable et citoyenne
55	Conclusion

Les visuels de cette étude ont été générés par l'intelligence artificielle.

Collection dirigée par Laurent Cohen et Jérémie Peltier

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
AOÛT 2024

Derniers rapports et études :

05_2024 : Une campagne française. Étude de la couverture médiatique des élections européennes
Théo Verdier

05_2024 : Les services publics en Europe. Retrouver la puissance publique
Émilie Agnoux, Laure de la Bretèche (coord.)

04_2024 : Cartes de France de l'accès aux soins. Soignants et patients face aux inégalités territoriales
Collectif

04_2024 : Sur *La Fièvre*. Enseignements politiques d'une série
Raphaël LLorca, Jérémie Peltier (coord.)

04_2024 : Du défi à l'opportunité. Agir ensemble pour réussir la transition énergétique
Gilles Finchelstein, Catherine MacGregor

03_2024 : Les nouvelles amitiés
François Miquet-Marty, Lucia Socias

03_2024 : Vers une politique étrangère féministe européenne ? Pour une approche progressiste et transformatrice
Aline Burni, Laeticia Thissen

02_2024 : Loi « immigration » : analyses et points de vue
Collectif, préface de Jean-Marc Ayrault

01_2024 : Un compromis pour la Corse. Une Corse autonome dans la République
Yves Colmou, Laurent Cohen, Hugo Le Neveu-Dejault

12_2023 : Les éloignés du dialogue social
Vincent Priou-Delamarre (coord.)



fondationjeanjaures



@j_jaures



fondation-jean-jaures



www.youtube.com/c/FondationJeanJaures



fondationjeanjaures

5 euros

Abonnez-vous !



www.jean-jaures.org

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS